la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

CONDITIONS D'ABONNEMENT		ADMINISTRATION & REDACTION	TROISIÈME ANNÉE — N° 45
FRANCE, ALGÉRIE COLONIES	EXTÉRIEUR	96, Quai Jemmapes, PARIS-X°	1er Novembre 1927
Six mois . 16 fr.	Six mois . 22 fr.	Téléphone : Combat 08-02	Prix du numéro 1 50
Un an . 30 fr.	Un an . . 40 fr.	Chèque Postal : *Révolution Prolétarienne* 734-99	(Extérieur : 2 fr.)

SOMMAIRE

LE PHARE VA-T-IL S'ÉTEINDRE ?

Longtemps nous avons regardé vers Moscou comme vers le phare de la Révolution mondiale. Jusqu'à la maladie de Lénine, la lumière en était puissante. A sa mort, brusquement, cette lueur pâlit et depuis, de 1924 à maintenant, elle n'a fait que se voiler de plus en plus. Peut-elle s'éteindre ? Va-t-elle s'éteindre ?

Longtemps, le brasier russe a réchauffé les ouvriers du monde entier; il a fouetté en eux l'ardeur et la foi, l'ardeur de lutter et la foi de réaliser le communisme. Mais aux ondes de chaleur des vagues de froid ont fait place. Partout, on s'est demandé : « Est-ce donc une tâche au-dessus des forces humaines que d'édifier le socialisme, puisque les Russes, après avoir conquis le pouvoir, se heurtent et se brisent à tant de difficultés ? »

On ne refoulera pas ces interrogations, angoissantes non seulement pour nous mais pour les ouvriers révolutionnaires de partout, pour les meilleurs au moins, en célébrant comme on s'y prépare le X° Anniversaire de la Révolution d'Octobre. Qu'un Vaillant-Couturier envisage d'un cœur léger (*Humanité* du 27 octobre) la lutte des gardiens du phare et leur extermination mutuelle; que les délégations parties là-bas reviennent nous dire : « Le régime des soviets existe, nous l'avons vu, et il est indestructible », nous ne serons point rassurés pour cela. Nous nous rappelons qu'à la veille de la Révolution de mars, revenant de Russie, Doumergue assurait aussi que le tsarisme était inébranlable. Quelques jours après, le tsarisme s'écroulait. Des délégués ouvriers, des révolutionnaires, peuvent-ils être aussi imbéciles et aussi aveugles qu'un président de la République ?

Libre à ceux qui découvrent aujourd'hui la Révolution russe, à ceux qui ont dormi pendant dix ans; libre aussi à ceux qui sont toujours de la

majorité, toujours du côté du manche, toujours du côté de la caisse, de prendre un visage radieux. Nous ne sommes pas de ceux-là. Et nous avons le cœur serré.

Nous ne sommes pas davantage des découragés et des défaitistes. Les sans-courage ce sont ceux qui ne veulent pas voir le danger pour n'avoir pas à y faire face. Il leur suffira de se terrer ou d'aller plastronner ailleurs une fois qu'il sera venu. Les défaitistes, ce sont ceux qui préparent la défaite, s'étourdissant au bruit des discours et des fêtes, se refusant à voir la dure vie des ouvriers russes. Nous savons quelles tâches nous attendent : défendre la Révolution russe contre l'ennemie naturelle qui la guette, la bourgeoisie internationale, qui mesure mieux que nous le déclin des forces révolutionnaires et qui n'attend qu'une minute de faiblesse pour lui enfoncer ses crocs dans le cou; la défendre aussi contre elle-même, l'empêcher de se déchirer, l'empêcher d'oublier dans des querelles byzantines sa raison d'être fondamentale, son but, le nôtre, le gouvernement des ouvriers, la République du Travail.

Les rassembleurs de Zimmerwald.

Nous sommes des contre-révolutionnaires, c'est entendu. Comme le vrai chrétien est un impie pour le cagot. Nous ne savons pas nous tenir convenablement à l'église; nous nous moquons du prêtre et du révolutionnaire professionnel qui grille d'envie d'être député.

Mais il y a une chose que nous ne sommes pas : nous ne sommes pas de ceux qui découvrent en 1927 seulement l'existence de la Révolution russe, ni de ceux qui ont quelque chose à faire oublier ou à se faire pardonner.

Nous étions autour d'elle à sa naissance, en 1917. Déjà dix ans. Seulement dix ans. Avec quelle joie nous l'avons saluée ! Et quelle espérance ! Dans le pays, la poignée que nous étions l'a défendue alors; elle n'a cessé de la défendre, de la servir au cours de ces dix années. Oui, la servir ! Non comme des domestiques, mais comme des frères de combat. Et nous continuerons à le faire de la même manière, quoi qu'il arrive.

Nous ne croyons pas que ce soit l'aider que de la flatter, de lui mentir, de l'assurer que ses fautes sont des vertus. Nous laissons aux flagorneurs — c'est leur moyen de vivre — le soin de lui dire : « Comme tes poux sont beaux ! Faut-il que tu sois vigoureuse pour en avoir de pareils ! » Nous préférons lui dire, en amis véritables : « Dépêche-toi donc de t'en débarrasser si tu ne veux pas en être malade, peut-être en mourir. »

Un tel langage est généralement mal accueilli. Qu'y pouvons-nous ? Vous ne voudriez pas tout de même que nous en tenions un autre ? Tant pis pour qui prend mal nos paroles. Nous sommes bien décidés à continuer sur le même ton, un peu moins timidement même, car nous avons péché souvent et longtemps par timidité. Et peu nous chaut que les poux — en nos fichus temps les poux ont l'usage de la parole — nous traitent de contre-révolutionnaires.

Qu'on l'explique comme on voudra, de tout le mouvement ouvrier français ce sont des syndicalistes révolutionnaires qui répondirent au premier appel de Zimmerwald, et ce furent encore des syndicalistes révolutionnaires surtout qui saluèrent comme leur révolution la Révolution d'Octobre 1917. On peut nous traiter de petits-bourgeois et de contre-révolutionnaires, nous savons, nous, qu'aux jours d'épreuves nous fûmes seuls ou à peu près seuls, et parmi nos alliés d'alors, combien se sont rapprochés de nos conceptions ! Nous savons qu'en temps de guerre, ici, l'internationalisme ouvrier fut sauvegardé par nous; qu'au temps où la jeune Révolution russe regarda par le monde quels étaient ses amis et ses défenseurs, elle nous vit au premier rang. La boussole qu'est notre conception révolutionnaire n'est donc pas si mauvaise!

Nous savons ce que nous devons aux révolutionnaires russes. Nous n'oublions rien. C'est aux premiers temps de guerre que nous nous sommes liés à eux. La lutte contre la guerre, la lutte pour l'internationalisme devait ultérieurement se changer, se développer en lutte pour la révolution. Les rassembleurs de Zimmerwald, les social-démocrates russes, devaient être les artisans de la première révolution sociale.

Lors de nos premières rencontres avec Trotsky, en novembre 1914, alors que, fidèles à l'internationalisme, nous étions découragés, abattus, désespérés, et que nous croyions à la faillite définitive du socialisme, à l'effondrement de la civilisation pour cinquante ou cent années, Trotsky nous redressait : « Le socialisme est plus vivant que jamais; il va surgir de la guerre, comme enfanté par elle. La Révolution ? Mais nous l'attendons d'un mois à l'autre en Russie ! »

Il est difficile à ceux qui n'ont pas enduré mille souffrances alors de se représenter ce que fut cette période de 1914-1917 — et je parle ici à ceux qui n'avaient pas vingt ans. Ils ne peuvent ignorer cependant les outrages dont on abreuva les zimmerwaldiens, puis les bolchéviks de 1917 traités d'agents de l'Allemagne. Une simple évocation : celle de Kropotkine commençant par ces mots son discours à la Conférence démocratique d'août 1917 à Moscou : « Avant toute chose, je veux dénoncer Zimmerwald. » Quand un tel homme pouvait tenir un pareil langage, jugez de ce que pouvaient hurler tous les autres.

Parce que nous étions ici les hommes de Zimmerwald, nous avons été sans une seconde d'hésitation, ceux qui ont salué la formule magique : « Tout le pouvoir aux Soviets ! Tout le pouvoir aux ouvriers, tout le pouvoir aux producteurs ! »

Le chef d'œuvre des Bolchéviks.

Nous devons autre chose encore aux révolutionnaires russes. Nous leur devons une splendide leçon sur la manière de faire une révolution. En ce dixième anniversaire des journées d'Octobre, on parle davantage de la Russie d'aujourd'hui que de ces journées elles-mêmes. Ce sont elles, pourtant, qu'il conviendrait de faire revivre en les célébrant. Même d'un strict point de vue bolchévik, c'est ce qu'il faudrait. Car le chef-d'œuvre des bolchéviks, c'est leur révolution d'Octobre. Ils ont été, ils sont de maîtres ouvriers en révolution, en insurrection. C'est la justice qu'il faut leur rendre. Ils ont le droit d'appeler à leur école, pour cette science particulière, tous les autres courants révolutionnaires, le syndicalisme révolutionnaire y compris.

On peut se demander si ce n'est pas faute d'un parti bolchévik, faute aussi d'un Lénine et d'un Trotsky, que toutes les révolutions, l'allemande, la hongroise, l'italienne, la chinoise ont momentanément échoué.

Il est vrai qu'on peut aussi se demander si les artisans d'Octobre ont été bien fidèles à leur conception social-démocrate, s'ils ne l'ont pas

forcée et démentie en se lançant en plein courant révolutionnaire.

Il est vrai qu'on peut encore se demander si la révolution prolétarienne russe n'a pas bénéficié des admirables forces surgies de la bourgeoisie russe mais dont celle-ci ne pouvait plus disposer pour sa propre révolution, de telle sorte que c'est la bourgeoisie russe qui a fourni pour une grande part les chefs de la révolution ouvrière.

Lendemain de Révolution.

Conquérir le pouvoir est une première tâche; les révolutionnaires russes l'ont admirablement accomplie; réorganiser l'économie nationale, créer un régime communiste est la seconde tâche, la plus difficile. Il est certain que les révolutionnaires russes ont été de moins bons réalisateurs.

Je sais qu'ils ont trouvé devant eux de formidables obstacles, éprouvé d'énormes déceptions et que la responsabilité de la première d'entre celles-ci revient aux prolétariats d'Occident qui ont été incapables d'étendre la révolution sociale, qui ont laissé la Révolution russe se débattre seule. Une révolution sociale véritable ne peut être qu'internationale. Je sais aussi qu'on ne peut bâtir qu'avec les matériaux dont on dispose et que dans un pays comptant soixante fois plus de paysans que d'ouvriers on est entraîné à faire plutôt une république paysanne qu'un régime communiste ouvrier. Je me souviens encore de ce qu'on nous disait jadis : « Dès le lendemain de la victoire révolutionnaire il faut que la classe ouvrière jouisse immédiatement d'une amélioration à son sort. » Au lieu de cela, durant des années, la classe ouvrière russe n'a pu calmer sa faim qu'avec du pain noir. Par suite de l'épuisement du pays par la guerre, par la bataille révolutionnaire, par la lutte de plusieurs années contre les contre-révolutionnaires. Tout cela est entendu. La classe ouvrière russe a mis au service de la révolution des années de misère; pour consolider son pouvoir elle a sacrifié les meilleurs de ses enfants dans les combats contre Kornilof, Denikine et Wrangel. Elle a tenu bon envers et contre tout. En dix ans, on ne renouvelle pas de fond en comble un pays comme la Russie; il faut plus de temps à l'Histoire pour assurer le passage d'un régime à un autre.

Mais marche-t-on vers un régime communiste, ou bien la Russie s'arrêtera-t-elle au stade, important sans nul doute mais si différent de ce qu'on nous présente, d'une république paysanne ?

La classe ouvrière qui n'a retrouvé que les salaires qu'elle avait sous le tsarisme a-t-elle au moins le réconfort moral de se sentir maîtresse de l'Etat ouvrier ?

Les Soviets, les Conseils d'usines, les Syndicats, le Parti lui-même sont-ils dépouillés de leurs attributions et réduits à merci par l'appareil bureaucratique du Parti ?

Avant d'envisager plus peut-on au moins donner du pain et un métier aux 500.000 enfants qui mendient par les rues ? Peut-on donner du travail aux 2 millions de chômeurs qui traînent dans les villes ? Peut-on payer les salaires à date fixe ? Peut-on donner des logements décents à la classe ouvrière réduite à vivre dans des taudis ? Peut-on assurer l'instruction élémentaire de tous les enfants ?

La Révolution est enterrée et bien enterrée, nous écrivait (1) un de nos camarades russes, il y a quelques mois. Nous ne nous sommes pas cru le droit de taire son jugement. Cependant, nous le croyons excessif; nous savons qu'il provient de quelqu'un qui sait voir, mais qui a le visage trop près de la réalité, d'une réalité sombre si différente de la légende. Un tel jugement ne montre-t-il pas combien la situation est grave ?

Un communiste étranger qui connaît bien la Russie, qui y a fait plusieurs séjours depuis la Révolution, me disait un jour : « Les Russes sont toujours plus ou moins Oblomof. » Et comme j'ignorais ce personnage d'un roman russe, il m'expliqua que Oblomof était le type de barine restant des journées entières étendu à rêver de projets fantastiques qu'il était incapable de réaliser; ayant rêvé de se marier, il ne put se résoudre à sortir de chez lui pour faire publier ses bans de mariage.

Quelle part de vérité y a-t-il en tout cela ? Il y en a une vraisemblablement. D'ailleurs Oblomof ne mérite-t-il pas d'être international ? Mais il doit y avoir d'autres causes à la crise russe. D'abord la lassitude qui suit les grands efforts, une classe ouvrière épuisée, qui se bouche les oreilles aux appels de l'opposition communiste parce qu'y répondre signifierait un nouveau coup de collier, une classe ouvrière qui s'en remet à celui qui s'impose à lui, qui ordonne. Et celui qui ordonne, c'est le Parti, avec sa bureaucratie, avec son armature de fer et de police, le Parti excellent pour la conquête du pouvoir, mais incapable, au lendemain de la Révolution, de faire marcher la machine sociale. Pour la guerre de classes, le parti militarisé avait un grand rôle à jouer. Pour la réorganisation de la vie économique, il fallait de nouvelles formations, animées d'un autre esprit que le parti, indépendantes de celui-ci, le diminant, au lieu d'être dominées par lui; les bolchéviks, aveuglés par le rôle du parti, n'ont pas vu l'importance du rôle que devaient jouer les syndicats dans l'organisation de la production. Dans le grand mécanisme communiste il manque la poulie qui mettrait en branle la force syndicale; on se méfie de celle-ci, on la tient en tutelle, on ne lui permet pas de rendre les services qu'elle serait capable de rendre à la classe ouvrière et à la révolution.

Ces jours derniers encore le *Troud*, apostrophant des militants syndicaux qui avaient osé, au Comité Central de la C. G. T. russe, élever de vigoureuses critiques, leur montrait qu'ils allaient tout droit à l'indépendance du mouvement syndical. Que n'y vont-ils ? L'un des remèdes est sûrement dans l'indépendance progressivement conquise par le mouvement syndical russe; celui-ci ne pourra remplir son rôle que dans la mesure où il obligera l'appareil des trusts d'Etat et l'appareil du parti à compter avec lui, où il leur résistera, où il s'opposera à eux.

Pour le Xe anniversaire.

Pour que la Révolution russe puisse surmonter ses difficultés il faut que la situation où elle se trouve soit exactement établie. Pourquoi ces statistiques contradictoires qu'on se jette à la tête ? Pourquoi cet étouffement de toute critique, de toute discussion, de toute opposition ? Il n'y a pas de pire preuve de faiblesse; un régime solide provoquerait ces discussions et elles lui seraient salutaires.

Dans un document que nous publions plus loin, Treint établit que des faits capitaux de la révo-

(1) Voir *R. P.* du 15 mars 1927.

lution chinoise ont été tenus cachés. Il s'en alarme bien tard. De haut en bas, de long en large, une censure étouffante sévit depuis des années. Pour les petits comme pour les grandes questions, le bourrage de crânes supplée à la vérité. Il n'a pas été plus facile, il y a quelques années, sous le régime de Zinoviev, de démêler les causes de la défaite allemande que maintenant, sous le régime de Staline, de démêler celles de la défaite chinoise.

Sous le régime de Lénine, l'opposition ouvrière fut brisée; sous le régime bolchévisateur de Zinoviev, l'opposition trotskyste; sous le régime léniniste de Staline, l'opposition nouvelle de Trotsky, Zinoviev, Sapronov. Qui peut se vanter de comprendre ? Et comment comprendrait-on et jugerait-on puisque l'on n'est à même de connaître que des réquisitoires.

La classe ouvrière russe est muette ou ne parle qu'à coup de grèves sauvages. Ces jours-ci, une grève générale aurait éclaté dans l'important centre textile d'Ivanovov. On n'en connaîtra les raisons, si on les connaît, que dans six mois.

Bluff, la journée de sept heures que vous promettez, puisque vous ne pouvez appliquer celle de huit, déclare l'opposition. Mensonge, votre histoire d'imprimerie illégale « l'Anti-Parti ». Les rotatives étaient un simple ronéo; les soi-disant intellectuels sans parti étaient la femme d'un camarade.

Ce qui n'est pas un mensonge, déclare le groupe Sapronov, c'est que « le guépéou au lieu de lutter contre la contre-révolution politique et économique dirige son activité de plus en plus contre le mécontentement des ouvriers, à juste titre irrités par les déviations bureaucratiques et petites-bourgeoises et qu'elle n'hésite pas à lutter contre l'opposition à l'intérieur du Parti ».

Et derrière les exclusions, l'on dresse la menace de la fusillade des chefs de l'opposition.

La Révolution française a commis de pareilles fautes; ça l'a conduite dans le lit de Bonaparte.

Pour son X[e] anniversaire, la Révolution russe n'a-t-elle rien de plus sage à accomplir ? Ce n'est pas ainsi que le phare qu'elle a été pourra briller à nouveau. C'est ainsi qu'il s'éteindrait tout à fait.

P. MONATTE.

LE COLLIER DE PERLES

Le fait le plus important de l'année est le renvoi de l'ambassadeur russe à Londres.

Il est à espérer que le Gouvernement français agira de même.

Sir Henry Deterding exercera dans ce but sur le Gouvernement toute la pression qu'il est possible d'exercer.

(Déclaration du président de l'Assemblée générale de la « North Caucasian Oilfields », citée par Ch. Baron, *Populaire* du 25 octobre.)

⁂

Quelqu'un disait dernièrement : « Le plan Dawes durera autant que le voudront les Alliés. »

« Autant que le voudront les Etats-Unis », répliqua un Américain bien placé pour le dire.

(JACQUES SEYDOUX, le *Petit Parisien*, 25 oct. 1927.)

⁂

« Oui, clame Chevalme, nous voulons l'unité, mais une unité sans conditions et telle que l'ont toujours définie les divers C. N. C. Que ceux qui ont quitté la vieille maison y rentrent individuellement. »

(*Peuple*, 1er juillet.)

LE CENTENAIRE DE LA CONQUÊTE

Pas de justice pour l'indigène

Quelle comédie joue-t-on ou quelle tragédie se prépare ?

Nous sommes le 19 octobre. Il y a aujourd'hui seize jours que le Procureur général d'Alger a promis de faire rendre Chebli Ourdia à sa mère : Chebli Ourdia n'est toujours pas rendue. Il y a seize jours aujourd'hui, que la mère et la tante de Chebli ont été avisées par leur défenseur de la décision du Procureur, il y a seize jours que l'une et l'autre, chaque jour, à chaque heure, s'attendent à voir reparaître leur enfant, et celle-ci est toujours chez son ravisseur!

Mais y est-elle encore ? Est-elle encore en vie ? Et si elle y est, y sera-t-elle encore dans quelques jours ? Toutes les craintes sont permises.

Si insensibles, en effet, que soient les Algériens à la souffrance d'une indigène, il est difficile d'admettre que le Procureur général ait promis officiellement que l'enfant allait être rendue à sa mère, à seule fin de torturer davantage celle-ci en lui donnant un espoir qu'il savait ne point vouloir réaliser.

Il est encore moins plausible de supposer que le Parquet ne puisse faire rendre cette enfant, s'il le veut, puisque le ravisseur est parfaitement connu, et solidement installé à Alger, où il dirige l'une des plus importantes cliniques médicales.

Alors ?

Il n'y a guère qu'une hypothèse possible, c'est qu'on veut donner au criminel le temps de faire disparaître l'objet du crime, et en même temps peut-être la preuve matérielle de la *raison du crime,* en *faisant disparaître l'enfant.*

Après la décision du Procureur général, promettant de faire rendre l'enfant, mais refusant de poursuivre le ravisseur, la mère a employé le seul moyen qui lui restait. Elle a cité, ou tout au moins tenté de citer, elle-même, l'auteur du rapt à comparaître en Assises. Pour cela, il faut se constituer partie civile, et verser par avance les frais du procès. Or la mère de Chebli, femme seule, divorcée d'avec son mari qui vit en France, est pauvre, beaucoup trop pauvre pour pouvoir verser ces frais. Autrefois, aux temps heureux de l'Empire, voire dans les premiers temps de la Troisième République, l'indigent pouvait se constituer partie civile sur simple certificat d'indigence. Mais notre République actuelle, notre République radicale et démocratique, a mis bon ordre à cela; il faut dresser devant le pauvre tous les obstacles possibles pour l'empêcher de se faire rendre justice; en conséquence, un décret de 1920 a décidé que l'indigent ne pouvait se constituer partie civile qu'après avoir obtenu l'assistance judiciaire. La mère de Chebli a donc dû demander celle-ci : une demande d'assistance judiciaire, cela dure trois mois.

Ce n'est donc pas avant trois mois, six mois après le crime, qu'une information judiciaire sera ouverte. L'auteur du crime aura, de toutes manières, à répondre de son crime, mais trois mois c'est suffisant, plus que suffisant, pour faire disparaître l'enfant. Une « bicote » de plus ou de moins, qu'est-ce que c'est ?

Monsieur le Procureur général, si le jour où on rendra Chebli à sa mère, ce n'était plus qu'un cadavre qu'on lui rendait, et si, ce jour-là, la mère de Chebli abattait celui qui a volé son enfant, ou si encore, visant plus haut, elle s'en prenait à l'un de ceux qui, refusant de poursuivre le premier crime, se seraient rendus complices du second, poursuivriez-vous cette mère ?

Je vous pose la question.

R. LOUZON.

P.-S. — 27 *octobre.* Le ravisseur et la fillette ne sont plus à Alger. La complicité du Parquet est évidente.

UN DOCUMENT SOUS LE BOISSEAU

La Révolution chinoise et l'Internationale communiste

Nous publions à titre de document la déclaration lue par Treint au Comité Central du Parti communiste des 3 et 4 août dernier.

Trois mois ont passé; la presse officielle du Parti n'a pas cru devoir la publier. Nous comprenons différemment la discussion. Nous suppléons donc à son silence.

Cette déclaration aurait été communiquée, paraît-il, à quatre cents hommes de confiance du Parti. Pourquoi à ceux-là seulement et non à tous les membres du Parti, puisque tous sont appelés à se prononcer ?

On connaît notre jugement sur Treint, — il n'a pas varié — mais nous faisons le départ entre ce qu'il a pu voir et apprendre sur un problème précis au poste où il était et ce qui vient de son cru. Nous lui laissons naturellement la responsabilité de ce qu'il affirme. A ceux qu'il accuse, et à leurs défenseurs, d'apporter la démonstration que les faits qu'il allègue sont faux. Nous avons le droit de savoir et c'est pour y parvenir que nous faisons sauter le boisseau. Sans cela, il serait vain d'essayer de comprendre quelque chose à la révolution chinoise, à la défaite qu'elle a subie, et au rôle que l'Internationale communiste y a joué.

Le texte que nous publions est une traduction faite d'après l'un des organes de l'opposition allemande, Die Fahne des Kommunismus *(Le Drapeau du Communisme) du 7 octobre; il ne formerait qu'une partie de la déclaration de Treint; une autre serait consacée à l'insurrection de Vienne; mais seule la partie relative à la révolution chinoise a été publiée jusqu'à ce jour par le* Drapeau du Communisme.

❁ ❁ ❁

L'OPPORTUNISME
taché de sang ouvrier

Il y a entre la politique opportuniste du groupe Staline-Boukharine en Chine et le vrai léninisme le sang des ouvriers chinois qui ont été abandonnés à l'oppression bourgeoise, tandis que les communistes observaient le silence, puisqu'ils avaient été laissés dans l'ignorance complète de la situation véritable. Aucune compromission n'est possible avec cette politique.

Depuis le premier coup d'Etat de Chang Kaï Chek, en mars 1926, la politique chinoise ne fut pas conduite par les organes réguliers de l'I. C. mais bien par le groupe Staline-Boukharine qui mit continuellement le présidium et le secrétariat de l'I. C. devant le fait accompli. Cette façon d'agir, qui constitue une véritable négation de l'internationalisme, motiva d'ailleurs au secrétariat des protestations de Murphy et de Treint. Ces protestations sont restées sans résultat.

LES FAITS QUE LE GROUPE STALINE-BOUKHARINE A PASSÉS SOUS SILENCE

La politique de plus en plus erronée qui est pratiquée par le groupe Staline-Boukharine en Chine devait amener à l'opportunisme complet et à toute une série de défaites; il en fut ainsi seulement à cause de l'ignorance de faits politiques importants qui éclairaient la situation véritable, ignorance dans laquelle furent maintenus non seulement le parti russe, l'I. C. et ses sections nationales, mais également dans la plupart des cas, le presidium de l'I. C. lui-même.

Pendant toute une année le groupe Staline-Boukharine fit le silence sur le premier coup d'Etat de Chang Kaï Chek en mars 1926. Ce coup d'Etat donna à Canton le pouvoir à la réaction. Les mintouan, c'est-à-dire les bandes de mercenaires payées par les gros propriétaires fonciers, désarmèrent les paysans. Les ouvriers furent maltraités. Ce n'est qu'une année après que la Revue *l'Internationale Communiste* fit connaître ces événements dans son numéro 11, mars 1927.

Aux mois de juillet et août 1926, le Kuomintang et le gouvernement de Canton réprimèrent le mouvement ouvrier et paysan.

A Wutchau, dans la province du Wang-Si, les communistes furent arrêtés et fusillés, sous le prétexte que l'action des ouvriers aurait désorganisé l'arrière-front pendant l'expédition des Nordistes. Entre autres trois ouvriers qui prirent part à la grève de Hong-Kong furent fusillés. Le groupe Staline-Boukharine *fit le silence* sur ces événements devant la masse des communistes.

En même temps le gouvernement de Canton exigea que toute politique soit éliminée du programme des ligues paysannes. La presse du Kuomintang accuse ces ligues d'être formées par des bandits. Voir : « Les Droits de l'Homme », juillet 1926, le « Journal Républicain », article de fond du 17 juillet 1926, et la revue « Dschékua ». Le groupe Staline-Boukharine *a fait le silence* sur ces faits.

Le groupe Staline-Boukharine *a passé sous silence* les décrets de Chang Kaï Chek du 6 août. Ces décrets ordonnaient le désarmement des ouvriers et menaçaient du Conseil de guerre ceux qui se serviraient de leurs armes contre les mercenaires des capitalistes.

Une nouvelle vague de répression vient en octobre et novembre. Le gouvernement de Canton favorise les syndicats jaunes dans leur lutte contre les syndicats rouges et fait intervenir la troupe.

Le groupe Staline-Boukharine *a fait le silence* sur le fait qu'un détachement du 26e régiment de la troisième armée pénétra la nuit dans les ateliers

de chemins de fer, fit feu contre les ouvriers et s'endormit sur un tas de morts et de blessés.

Le groupe Staline-Boukharine *a fait le silence* sur le fait que dans le Na-Tschin-Tong la troupe tira sur une manifestation d'ouvriers et de paysans; il y eut dix morts.

Le groupe Staline-Boukharine *a passé sous silence* que dans le Hunan les organisations de paysans furent dispersées et leurs chefs pendus.

Le groupe Staline-Boukharine *a passé sous silence* que de pareils événements se sont répétés à plusieurs reprises sur tout le territoire soumis au gouvernement national.

Le groupe Staline-Boukharine n'a pas pu passer *complètement sous silence* les grèves de Canton et du Wuhan. Mais il n'a pas révélé la véritable importance de ces mouvements.

A Canton, où depuis 1917 le salaire réel a diminué de la moitié et varie entre 2 et 10 dollars chinois par mois (c'est-à-dire entre 1 et 5 dollars américains), où le repos hebdomadaire n'existe pas, où sévissent les punitions corporelles appliquées par les patrons, le mécontentement des ouvriers se transforma en une grève presque générale.

Immédiatement après l'occupation du Wuhan par l'armée nationale, les ouvriers, qui n'ont pas une situation meilleure que ceux de Canton, se mirent en grève au nombre de 200.000. Les uns exigeaient la journée de treize heures au lieu de celle de dix-sept, les autres celle de dix heures et demie au lieu de onze heures.

Lors de l'Exécutif élargi qui se tint fin 1926, Tang Ping Siang montra clairement ces faits en disant que dans le Kuomintang et dans le gouvernement « *le pouvoir était en fait aux mains de la droite* » et que « *nous avons en fait sacrifié les intérêts des ouvriers et des paysans* ». N'ayant pas de renseignements sûrs, l'Exécutif ne modifie pas la politique réelle qu'il a conduite jusqu'à maintenant, une politique qui l'empêche d'embrasser la situation véritable tout entière, qu'il ignore complètement.

Le groupe Staline-Boukharine *a fait le silence* sur le nouveau coup d'Etat fait avec l'aide des militaires par le général Li Ti Sin à Canton, après le départ du gouvernement pour Wuhan (décembre 1926 à janvier 1927).

Les ouvriers furent désarmés par la troupe.

Li Ti Sin a dissous le Comité de Canton du Kuomintang où nous avions une influence prépondérante; il a nommé un Comité de droite auquel les communistes se déclarèrent prêts à prendre part. Les organisations de base qui ne se soumirent point furent dissoutes ou réduites à l'existence illégale.

A Canton, l'effectif du Kuomintang baissa de 50.000 à 13.000 membres.

Plus tard, la délégation de l'I. C., à laquelle ces faits *furent cachés,* accepta une invitation de Li Ti Sin.

Le 5 janvier 1927, le gouvernement de Canton promulgua avec l'approbation du Kuomintang une loi sur les grèves. Celle-ci interdit aux ouvriers de prendre part aux manifestations avec des armes. Elle interdit les postes de surveillance ouvrière, sauf pour le syndicat des mécaniciens qui est une organisation fasciste. Elle instaure l'arbitrage obligatoire presque pour toutes les industries dans les conflits du travail. Ce fait *a été passé sous silence* par le groupe Staline-Boukharine.

Le groupe Staline-Boukharine *a passé sous silence* le fait, qu'en février 1927, à Hankau, l'école militaire de Chang Kaï Chek a dissous les organisations ouvrières et a réduit les syndicats à l'existence illégale.

La direction du Kuomintang fut réorganisée. Les communistes ont une assez grande influence dans le bureau politique.

Mais le groupe Staline-Boukharine *fait le silence* sur ce que le véritable pouvoir est exercé par un Comité qui résoud les problèmes de chaque jour et dans lequel l'influence des communistes est en réalité très faible.

Le 13 mars 1927, les communistes chinois ont promis de ne pas critiquer le Kuomintang.

Fin mars 1927, après la prise de Shanghaï, Chang Kaï Chek fit une déclaration de loyauté et de discipline envers le Kuomintang pour dissimuler la préparation de son coup d'Etat. Le groupe Staline-Boukharine interprète cette déclaration comme une preuve que la collaboration avec Chang Kaï Chek pouvait se continuer pour une autre période. Le 5 avril 1927, Tschen Du Hsiu, le secrétaire du parti chinois, signa un manifeste annonçant qu'il n'y avait entre le parti chinois et le Kuomintang que quelques divergences de vue portant sur des petites questions de détail. La *Pravda* publia ce manifeste, sans faire la moindre réserve. Le groupe Staline-Boukharine continua *à faire le silence* sur le fait que ces divergences de détail portaient sur des fusillades d'ouvriers et de paysans.

Après le coup d'Etat du 6 avril, auquel 70.000 ouvriers s'opposèrent en faisant grève, Staline publia le 21 avril dans la *Pravda* des thèses sur la question chinoise, dans lesquelles il tente, en *taisant* les faits exposés précédemment, de justifier la politique exercée jusqu'alors. Le 28 avril, le Kuomintang de gauche, dans une déclaration allant à l'encontre des thèses de Staline, annonce « *qu'il regrette qu'il n'ait pas agi pendant qu'il était encore temps* », et « *exprime là-dessus son plus profond regret* ».

Déjà, avant le plénum de l'Exécutif, de mai 1927, divers télégrammes de l'agence *Tass,* des 23 et 24 mai, *ne furent pas publiés.* Ils annonçaient les premiers pourparlers politiques entre Feng Yu Siang et Chang Kaï Chek, ainsi que l'interdiction que le parti chinois aurait transmise aux syndicats par ordre du gouvernement de réprimer les ennemis de la révolution sur place comme les organisations syndicales avaient commencé à le faire dans diverses villes.

Une lettre de quatre camarades, adressée de Chine, à la délégation du parti russe dans l'I. C., ne fut *ni publiée, ni même portée à la connaissance du présidium et de l'Exécutif de l'I. C.* Cette lettre dit qu'en Chine les ouvriers n'avaient été armés que dans une *très petite mesure* et que les représentants de l'I. C. s'étaient en fait dressés *contre* l'armement des ouvriers.

Ce n'est qu'une partie de ce qui a été *caché* à la masse communiste. Et ce n'est pas tout.

STALINE CACHE SES PROPRES DISCOURS

Le groupe Staline-Boukharine *a caché,* autant qu'il a pu, tous les documents qui se rapportaient à ces événements. Il *a fait le silence* sur les thèses de Zinoviev concernant la question chinoise, qui avaient été remises le 14 avril au Bureau politique russe; ces thèses appréciaient exactement dans l'ensemble la situation et contenaient des prévisions précises.

Il *a fait le silence* sur la critique exercée par

Trotsky sur les thèses de Staline, ainsi que sur divers commentaires de Trotsky, au sujet des dépêches dont la publication avait été interdite dans la presse communiste. Tous ces documents sont des écrits officiels de la dernière séance de l'Exécutif. Ils contenaient des prédictions sûres. Aussi bien que ceux des documents politiques dont nous avons parlé précédemment ils ne pouvaient nullement faire du tort par leur publication à l'Etat Soviétique ou à la Révolution chinoise.

Le groupe Staline-Boukharine, pour autant qu'il a pu, *a caché* tous ces documents qui prouvent l'appréciation complètement erronée de la situation chinoise exprimée par ce groupe.

Staline en est arrivé à *dissimuler ses propres discours*. Ainsi, un discours que Staline lui-même tint à l'Académie communiste, en présence de 3.000 fonctionnaires du parti de Moscou, ne fut jamais publié. Il ne fut jamais imprimé parce que le coup d'Etat de Chang Kaï Chek qui se produisit dix jours plus tard, démentit par des faits ce discours, brutalement et catégoriquement.

Mais Radek qui intervint à l'Académie communiste contre Staline devant un auditoire strictement communiste, et montra que la trahison de Chang Kaï Chek n'était plus qu'une question de semaines et peut-être de jours. Radek fut immédiatement chassé de son poste de recteur de l'Université Sun Yat Sen, parce qu'il s'était permis d'avoir raison dans ses prévisions.

LE GROUPE STALINE-BOUKHARINE DONNE DES MATÉRIAUX POLITIQUES SERVANT A COMBATTRE LA RÉVOLUTION PAYSANNE

En ce qui concerne la révolution paysanne, le groupe Staline-Boukharine a pratiqué un double jeu inadmissible. Au cours du dernier Exécutif en mai, le groupe Staline-Boukharine se prononça dans ses thèses concernant la révolution chinoise en faveur de la Révolution paysanne.

Mais dans la petite commission chinoise, en présence d'Ercoli et de Treint, le groupe Staline-Boukharine envoya des ordres en Chine pour endiguer la révolution paysanne. Etant donné toute la situation pitoyable qui avait été créée par l'ensemble de la politique précédente erronée, cela pouvait être une manœuvre nécessaire pour gagner du temps, pour se préparer à la lutte finale; mais ici, on commit une faute extraordinairement grave. Malgré l'intervention de Treint, le groupe Staline-Boukharine refusa de signaler dans ses directives télégraphiques aux communistes chinois qu'il ne s'agissait que d'une manœuvre pour gagner du temps; ce groupe refusa également d'avertir les communistes chinois qu'ils devaient se dresser absolument contre toute tentative du gouvernement de Wuhan et du Kuomintang de gauche d'obtenir ce ralentissement de la révolution paysanne par la force des armes. Boukharine alla si loin qu'il dit que la décision adoptée devait être appliquée *par tous les moyens*.

Le résultat de cette politique, pire qu'à double face, fut que le ministre communiste de l'agriculture du gouvernement de Wuhan, Tang Pin Siang, prit le commandement d'une expédition dirigée contre la révolution paysanne. *Ce n'est que plus tard* que le groupe Staline-Boukharine s'effraya des conséquences extrêmes mais inévitables de cette politique.

En se servant des directives du groupe Staline-Boukharine, le gouvernement de Wuhan organisa par-dessus la tête de Tang Pin Siang la lutte armée contre la révolution paysanne. Les généraux et les officiers de l'armée nationale, qui sont presque tous de très gros propriétaires fonciers, ont, comme on pouvait facilement le prévoir, employé tous leurs efforts, non pas seulement *pour ralentir* la révolution paysanne, mais pour *l'empêcher* et la *briser*.

LE MARXISME EST SUPPRIMÉ EN CHINE PAR LE GROUPE STALINE-BOUKHARINE

Pour pouvoir faire avaler cette politique opportuniste, il ne suffisait pas de cacher les faits et les documents politiques. On ne pouvait pas les dissimuler tous. Pour expliquer ceux sur lesquels on ne pouvait faire le silence complet, il fut nécessaire d'entamer les principes fondamentaux établis par le second congrès mondial, et de créer toute une idéologie entièrement antimarxiste et antiléniniste, en continuant toujours à affirmer mensongèrement que c'était là le vrai léninisme.

C'est ainsi qu'il fut possible d'étaler dans les colonnes de la *Pravda* et de la presse internationale communiste la théorie antimarxiste du « *gouvernement du bloc des quatre classes* », la théorie de la lutte des classes qui se laisserait résoudre en Chine par des « *commissions de conciliation* », aussi bien que la théorie d'après laquelle on devait atténuer la lutte des classes pour maintenir aussi longtemps que possible la bourgeoisie dans le front national, une théorie qui a amené le parti communiste chinois à se cramponner à l'arrière de la bourgeoisie chinoise, à sacrifier les forces actives essentielles de la révolution nationale, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans, et cela précisément au moment où la bourgeoisie nationale se préparait activement à trahir le front national.

LE STALINISME DÉSORGANISATEUR DES FORCES COMMUNISTES DE L'UNION DES SOVIETS ET DE L'I. C.

Pour cacher ces faits, pour briser la résistance de ceux qui savaient, pour discréditer celle-ci, il fallut créer à l'intérieur du parti russe ainsi que dans l'Internationale un régime intérieur qui devient de plus en plus insupportable.

Le *stalinisme* est précisément le régime de l'étouffement bureaucratique et de la terreur administrative appliqué dans le parti russe et dans l'Internationale au profit d'une politique opportuniste, que ceux-ci repousseront aussitôt qu'ils seront renseignés de façon exacte.

Le dernier plénum de l'Exécutif se tint dans une salle étroite, qui sert habituellement aux séances du présidium, et cela sous le prétexte qu'à Moscou, la capitale de la révolution mondiale et de l'Etat prolétarien, il n'y avait aucune autre salle dont l'Exécutif aurait pu disposer pour ses réunions. En réalité il s'agissait d'empêcher les camarades russes, qui sont habituellement invités à nos séances internationales, de prendre part aux débats; ils auraient pu ainsi être renseignés sur ce qu'on leur *cachait*. Les documents politiques, qui ne présentaient aucun caractère secret, ne furent distribués aux délégués qu'à la veille de la séance de l'Exécutif. Ensuite ses séances et celles des Commissions se suivirent sans interruption, de sorte que les délégués ne purent que parcourir ces documents, et bien souvent ils n'eurent même pas le temps de les lire. Il fut interdit aux délégués de sténogra-

phier leurs propres discours et d'en transmettre le texte à qui que ce soit. Aussitôt que l'Exécutif fut terminé, on dut rendre immédiatement les documents, sous la menace de ne pas recevoir d'autorisation pour le voyage de retour. On voulut interdire aux membres de l'Exécutif de faire des déclarations motivant leur vote, et finalement, à la suite de quelques protestations, cette décision ne fut appliquée qu'aux membres de l'opposition.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Internationale, aucun procès-verbal des débats ne fut publié, ni dans la presse de l'U. R. S. S. ni dans la presse internationale communiste. Seules les résolutions adoptées et quelques déclarations faites dans le cours de la discussion furent reproduites, mais elles perdaient leur véritable signification lorsqu'elles étaient séparées de la discussion qui les avait provoquées.

Le camarade Smilga, membre du Comité central russe, fut envoyé administrativement en Sibérie pour y occuper un certain poste, parce qu'il est un des partisans de l'opposition; on l'empêcha ainsi d'exercer le mandat dont l'avait chargé le dernier Congrès du Parti communiste de l'U. R. S. S. Il s'agissait en réalité de faire passer dans l'ombre et avec aussi peu de bruit que possible, l'exclusion des camarades Zinoviev et Trotsky du Comité central, avant la séance suivante. Et cela se fit en évitant toute discussion, toute controverse sur les questions fondamentales de la politique internationale.

Pourtant Lénine avait sagement recommandé de veiller à la présence dans le Comité central de camarades défendant des opinions divergentes.

Un pareil régime intérieur crée de la domesticité, du découragement ou de la résistance. En quelques semaines la lettre de l'opposition au Bureau politique recueillit 600 signatures, un nombre jusque-là inconnu dans l'histoire du Parti bolchévik. La majorité des signatures vient de vieux membres du Parti. Une fraction centriste s'est formée qui se développe rapidement. Le groupe Staline-Boukharine fait de la résistance, serre la vis, mobilise toutes les forces fidèles de l'appareil pour une lutte désespérée. Mais la crise augmente rapidement dans le Parti russe; elle atteint l'Internationale, car il s'agit du sort de la révolution russe, de la révolution chinoise et de la révolution mondiale. Les méthodes de Staline font rage dans tous les partis contre ceux qui veulent dire la vérité à leur parti et pousser un cri d'alarme.

Ces méthodes d'étouffer toute discussion sur les questions les plus importantes et les plus vitales de l'Internationale sont en contradiction absolue avec la formation ou le maintien de l'avant-garde révolutionnaire.

Le stalinisme n'hésite pas, pour échapper aux suites de sa politique, à appliquer un régime qui désorganise de plus en plus les forces du Parti russe et de l'I. C.

AUCUNE SANCTION NE FUT APPLIQUÉE AFIN D'AVANTAGER L'OPPORTUNISME STALINISTE

Une politique juste, et un régime intérieur sain dans l'I. C. ne rendraient nullement nécessaire l'exclusion du C. C. des camarades Trotsky et Zinoviev, dont les erreurs, aussi bien que celles de Staline, de Boukharine ou de n'importe qui, auraient pu être corrigées par la discussion dans les organes réguliers du Parti et de l'I. C.

En tout cas, il est inadmissible d'exclure les camarades Trotsky et Zinoviev, pour avantager la politique opportuniste du groupe Staline-Boukharine.

De même que la politique du groupe Staline-Boukharine renonça au cours de la dernière séance du Comité anglo-russe, à Berlin, en avril, à la critique des chefs réformistes, de même le groupe Staline-Boukharine renonça à critiquer, *en temps voulu*, le gouvernement de Canton, le Kuomintang tout entier, le gouvernement de Wuhan et le Kuomintang de gauche, les généraux quand ils se préparaient à passer du côté de l'impérialisme et de la contre-révolution.

Le prolétariat chinois fut désarmé au point de vue idées, lorsque le parti chinois et le groupe Staline-Boukharine entreprirent de ne plus critiquer ni le Kuomintang ni le Sunyatsenisme qui est avant tout du libéralisme bourgeois appliqué à la Chine.

Le prolétariat chinois fut désarmé au point de vue politique par le fait même que le parti chinois et le groupe Staline-Boukharine avaient couvert de leur silence les mesures répressives du gouvernement national et du Kuomintang contre les ouvriers et les paysans. Pour s'assurer de ce silence, on ne remit pas au parti chinois les ressources nécessaires à la création d'un quotidien.

Le prolétariat chinois fut désarmé au point de vue matériel par les généraux du Kuomintang; ce désarmement fut couvert par le silence du groupe Staline-Boukharine et du parti chinois jusqu'au moment où il fut trop tard.

LA VIEILLE GARDE BOLCHEVIK RELÈVE LA TÊTE DANS LE PARTI BOLCHEVIK

Pour faire voter en faveur d'une pareille politique les vieux bolchéviks qui, tout au moins, ne connaissaient pas la plus grande partie des faits, on dut recourir à un régime de pression inouïe et développer une agitation qui ne fait que nuire aux intérêts du Parti. Mais pour formuler *à fond* cette politique, sous forme de thèse et pour en déduire *toutes* les conclusions, le groupe Staline-Boukharine malgré ses moyens de pression ne put pas trouver de vieux bolchéviks.

C'est pour cela que l'on fut obligé de recourir à Martynov, un vieux menchévik, qui en pleine révolution, de 1917 à 1922, se tint caché pendant cinq ans, et à Rafes, un ancien procureur du gouvernement des gardes blancs de Denikine.

LE GROUPE STALINE-BOUKHARINE TENTE DE REJETER LA FAUTE SUR LE PARTI CHINOIS

La politique opportuniste du parti chinois fut inspirée par le groupe Staline-Boukharine. Il est inadmissible que ce groupe aujourd'hui reproche au parti chinois d'avoir négligé la révolution paysanne en se laissant entraîner par les opérations militaires, tandis que même après le dernier plénum de l'Exécutif, *en réalité* la ligne de conduite de la *Pravda*, dirigée par Boukharine, était précisément de parler aussi peu que possible de la Révolution paysanne, de remplir les colonnes du journal avec les hauts faits des armées gouvernementales, de considérer les triomphes des généraux du Wuhan comme des victoires révolutionnaires, quand chaque succès renforçait la puissance contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, des gros propriétaires fonciers et des généraux, et qu'ils s'apprêtaient à marcher ouvertement contre les communistes, les ouvriers et les paysans.

Le parti chinois a maintes fois tenté de rectifier

sa politique, par exemple à son Congrès du parti, en juin 1926. Des instructions données par le groupe Staline-Boukharine l'ont forcé à reviser ses décisions. Il n'est donc pas étonnant que le parti chinois et sa direction aient maintes fois poussé à fond les conclusions découlant des directives fournies par le groupe Staline-Boukharine, et par les théories de Martynov.

Il est tout aussi peu étonnant que le parti chinois dans ces conditions n'ait pas immédiatement appliqué les directives qui lui furent transmises après le coup d'Etat de juillet; ces directives avaient été envoyées non pas à temps, mais *trop tard;* d'ailleurs elles sont entièrement et complètement incohérentes, et montrent d'une façon évidente le désordre et la panique qui règnent dans le groupe Staline-Boukharine en présence de la faillite de leur politique.

Evidemment, c'est troubler la netteté politique, c'est porter atteinte à la confiance communiste que de repousser le fardeau des fautes qui repose *principalement* sur le groupe Staline-Boukharine, pour en accuser le jeune parti chinois, sa jeune direction et en même temps mettre en évidence la direction de la jeunesse communiste de Chine qui a approuvé la politique du groupe Staline-Boukharine avec toutes ses erreurs, cela ne peut qu'augmenter la confusion régnant dans le parti chinois ainsi que dans toute l'Internationale.

LE COMBLE DE LA CONFUSION

Pourtant, cette confusion créée par la politique du groupe Staline-Boukharine n'a nullement besoin de grandir. Elle a déjà amené la direction de notre parti français à saluer, le 23 mars 1927, Chang Kaï Chek, lors de son entrée à Shanghaï comme le représentant de la Commune chinoise. Lorsque Chang Kaï Chek entra dans la ville, il y fut le Gallifet de la Commune chinoise en y préparant des répressions sanglantes. La politique du groupe Staline-Boukharine a amené la direction du parti français à se tromper au point de confondre Gallifet avec la Commune, le bourreau avec la victime. Une politique qui amène de pareils résultats porte en elle-même son jugement.

IL FAUT AVANT TOUT RECONNAITRE PUBLIQUEMENT LES ERREURS !

Ce qui juge la politique du groupe Staline-Boukharine, ce n'est pas le fait que la Révolution chinoise fut vaincue, mais bien la façon dont elle fut battue, *grâce à une pareille politique.*

Personne n'a la victoire révolutionnaire en poche.

En 1905, la révolution russe subit une défaite, mais le parti bolchévik sut regrouper les forces révolutionnaires, les conduire à la bataille et il prépara ainsi la victoire d'octobre 1917.

La révolution russe de 1905 fut battue *malgré une politique juste.* La révolution chinoise fut vaincue en 1927, *à cause d'une politique erronée.*

Le parti communiste chinois en suivant les directives du groupe Staline-Boukharine a éparpillé les forces révolutionnaires au lieu de les grouper; il en est absolument isolé. Une politique agraire hésitante et à double face, le freinage du mouvement ouvrier et paysan, le silence en face des répressions bourgeoises, ont abouti à ce que le parti chinois qui fut chassé hier du gouvernement par la bourgeoisie et qui le sera demain du Kuomintang de « gauche », est incapable, *sans avoir reconnu publiquement les erreurs qu'il a commises sous l'inspiration du groupe Staline-Boukharine,* de reconquérir la confiance perdue ou de regrouper à nouveau les forces révolutionnaires qui entre temps continuent à combattre, même si elles sont dispersées. Cette reconnaissance publique des erreurs commises est le premier acte sans lequel toute solution est vouée à un échec.

UNE POLITIQUE DE FOLIE ET D'INCOHÉRENCE

La politique du groupe Staline-Boukharine après le coup d'Etat de juillet est de : sortir du gouvernement mais rester dans le Kuomintang, *rester malgré la campagne d'exclusions;* ensuite le 26 juillet, propager l'idée des Soviets, qui le soir du 25 semblait encore prématurée; tout cela témoigne, non seulement d'une myopie bureaucratique grave, mais également de l'imbécillité la plus parfaite.

Pour rester dans le Kuomintang on ne doit pas résister simplement à *une campagne d'exclusions* poursuivie par la direction du Kuomintang, mais bien à une *campagne militaire* conduite par les généraux du Kuomintang dans le but de détruire les syndicats ouvriers, les ligues paysannes, les groupes communistes aussi bien que les organisations de base du Kuomintang qui résisteraient à la direction et à ses généraux; il s'agit bien d'une destruction *par les armes.*

Pour être en état de résister avec succès on n'aurait pas dû suivre les conseils du groupe Staline-Boukharine, c'est-à-dire s'accrocher à l'arrière de la bourgeoisie, mais bien suivre les enseignements de Lénine, autrement dit se placer nettement à la tête du mouvement des masses ouvrières et paysannes, former des soviets *en temps voulu,* qui auraient tout d'abord fonctionné en tant qu'organes de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, auraient armé les masses, auraient dirigé la bataille, et auraient ainsi entraîné la petite bourgeoisie hésitante dans les rangs de la révolution.

Nous sommes bien loin en Chine de pouvoir combattre comme cela aurait été nécessaire. La résolution que le groupe Staline-Boukharine a fait accepter par le présidium, au nom de l'Exécutif, l'admet. Le parti chinois, dit la résolution, doit créer son appareil illégal de lutte. Ainsi, nous avions dans la région du Wuhan, deux ministres dans le gouvernement, mais nous n'avions aucun quotidien; notre parti communiste ne fut jamais reconnu légalement; ses membres et les organisations de base furent fréquemment victimes de répressions sauvages; et maintenant, voilà que nous entendons le groupe Staline-Boukharine lui-même qui ne nous a jamais dit un seul mot sur cette situation, reconnaître que dans de pareilles conditions, notre parti chinois n'a pas eu d'appareils de lutte illégal !

Que devrait-on dire de la dernière invention du groupe Staline-Boukharine ? Il s'est refusé à lancer le mot d'ordre de la formation des Soviets, lorsque le mouvement révolutionnaire des masses était à son point culminant, lorsque les syndicats entreprirent d'eux-mêmes d'arrêter les ennemis de la révolution, lorsque les paysans, par millions, commencèrent à confisquer les domaines des gros propriétaires fonciers. Le mouvement des masses, conformément à la politique de Staline-Boukharine fut freiné. Il fut réprimé par la bourgeoisie tandis que le groupe Staline-Boukharine maintenait un silence complice. Et maintenant que tout cela a amené une défaite honteuse,

maintenant que les ouvriers sont découragés, qu'ils se laissent désarmer, que les généraux font occuper les maisons des syndicats, maintenant que la révolution paysanne est provisoirement brisée en beaucoup d'endroits, maintenant le groupe Staline-Boukharine n'hésite pas à lancer à *contretemps* l'idée des Soviets et à la faire propager malgré la dépression complète du mouvement des masses par un parti qui ne jouira d'aucune autorité auprès de celles-ci, aussi longtemps qu'il n'aura pas reconnu ses erreurs. Il n'y a pas de meilleur moyen de discréditer l'idée des Soviets aux yeux des masses chinoises.

L'idée des Soviets en Chine devenant de plus en plus populaire parmi les masses russes, le groupe Staline-Boukharine, à présent, pour des raisons de tactique fractionnelle, proclame le mot d'ordre des Soviets en Chine, en négligeant les véritables intérêts du mouvement révolutionnaire chinois; il le fait visiblement dans le but de ne pas laisser à l'opposition le monopole de l'idée des Soviets en Chine.

Mais il y a une différence essentielle entre la formation des Soviets *en temps voulu* et l'agitation pour l'idée des Soviets à *contretemps*.

LES PRÉDICTIONS DU GROUPE STALINE-BOUKHARINE NE SE SONT PAS VÉRIFIÉES

Les faits ont montré brutalement et catégoriquement que toutes les prophéties du groupe Staline-Boukharine étaient des mensonges. Le groupe Staline-Boukharine avait affirmé que le gouvernement de Wuhan était le centre de la révolution, que le Kuomintang de gauche deviendrait l'organe de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, que nous en chasserions toutes les minorités bourgeoises qui se dresseraient contre le développement de la Révolution.

A présent ce sont ces minorités bourgeoises qui, les armes à la main, chassent les révolutionnaires désarmés; le gouvernement du Wuhan a jeté son masque et s'affirme ouvertement comme le centre de la contre-révolution; le Kuomintang de gauche, bien loin de devenir l'organe de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, s'est démasqué plus nettement que dans le passé comme l'organe de la dictature bourgeoise sur les ouvriers et les paysans.

COMMENT SERAIT-IL POSSIBLE DE SE TROMPER ENCORE ? AVANT TOUT DES RENSEIGNEMENTS ! ENSUITE DISCUSSION ET CONGRÈS MONDIAL EXTRAORDINAIRE !

Il est nécessaire que l'I. C. et ses partis reçoivent d'urgence des renseignements précis et suffisants sur les questions de la révolution chinoise; il faut ensuite qu'après une discussion sérieuse et sans truquage dans tous les partis, y compris le parti russe, un Congrès mondial extraordinaire soit convoqué.

C'est l'unique voie pour aboutir à une politique juste, sans oscillations exagérées passant de l'opportunisme à l'ultra-gauchisme et inversement; ces oscillations causeraient le plus grand dommage au développement de l'I. C., de ses partis et des mouvements révolutionnaires.

En dehors de cette voie, il n'y a rien d'autre de possible, qu'une crise continuelle s'étendant toujours, se passant dans l'obscurité, se terminant dans une confusion de plus en plus grande; cette crise correspondrait à un affaiblissement du parti russe et de l'I. C., en présence des dangers qui menacent le prolétariat mondial et l'U. R. S. S.

Dans cette situation extraordinairement pénible, qui a été créée par la politique du groupe Staline-Boukharine, une discussion et un Congrès mondial extraordinaire représentent l'unique chemin pour renforcer la discipline, pour exclure l'esprit de fraction aussi bien de la majorité que de la minorité, l'unique voie pour sortir de la crise de l'I. C. *en se basant sur le léninisme.*

LE DANGER ACTUEL, C'EST LE STALINISME

L'opposition russe a corrigé ses fautes d'autrefois dans la question chinoise. Elle est venue au dernier Exécutif avec des thèses qui évidemment doivent être soumises à la critique, mais qui dans l'ensemble concordent avec le vrai léninisme; les prédictions formulées dans ces thèses ont été confirmées par le cours des événements.

Cela ne veut nullement dire que l'on doit accepter les yeux fermés tout ce que dit l'opposition russe, aussi peu que l'on ne doit admettre tout ce que dit le groupe Staline-Boukharine.

Aucun communiste, digne de ce nom, ne doit jurer fidélité à un groupe, à une personne; chaque communiste doit maintenir envers tous l'indépendance de son jugement, son esprit de critique communiste saine, son droit de parler librement, d'étudier les problèmes, de ne tolérer aucun système qui mutile ses renseignements, ou qui tente d'exercer sur ses décisions une pression autre que celle qui émane des intérêts véritables du prolétariat et de la révolution. Tout communiste doit donner un but à son travail de tous les jours, doit l'orienter en apportant par ses propres efforts personnels sa pierre pour établir la politique de son parti et de l'Internationale.

Alors la discipline pourra exister de nouveau : simultanément discipline de fer et discipline raisonnable, liant réellement tous les communistes entre eux, qui l'accepteront avec joie.

Une politique juste et un bon régime interne de l'I. C. et de ses partis sont des choses inséparables. Toute politique erronée amène dans nos propres rangs des contre-coups justes ou injustes; si on persévère dans cette politique elle fait naître des troubles intérieurs qui deviennent de plus en plus grands. Tout mauvais régime interne est un obstacle pour établir et pour appliquer raisonnablement une politique juste par l'intermédiaire de tous les partis et par l'I. C.

L'Internationale a combattu le trotskisme, elle le combattrait de nouveau s'il faisait une tentative pour revivre. Mais ce n'est pas là le danger actuel; le fait même que le camarade Trotsky dans la question chinoise a adopté dans l'ensemble une position léniniste, permet d'espérer que le trotskisme ne revivra plus.

Le danger présent c'est le *stalinisme,* c'est-à-dire le système de l'étouffement bureaucratique et de la terreur administrative dans le parti russe et dans l'Internationale, un système qui est destiné à empêcher toute protestation contre la politique opportuniste actuelle, ou de la briser mécaniquement et d'atténuer la faillite de cette politique qui devient de plus en plus grande et incurable.

C'est contre ce danger que l'on doit immédiatement commencer la bataille sans pitié.

A bas le stalinisme ! Vive le léninisme ! Vive le parti russe et la Révolution russe, base de la Révolution mondiale !

Vive l'Internationale communiste qui restera communiste !

ALBERT TREINT.

NOTES ÉCONOMIQUES

Vérité au delà... de la Manche.

On sait que la propagande néo-malthusienne est sévèrement interdite en France. Des lois du lendemain de la guerre, que les malthusiens ont qualifiées de « nouvelles lois scélérates », frappent de je ne sais combien d'années de prison la moindre publicité donnée aux moyens anticonceptionnels et le moindre doute émis sur la sainteté du principe « Croissez et multipliez ! »

Or, tout près de nous, de l'autre côté de l'eau, en Angleterre, on assiste au contraire à une propagande malthusienne intense et publique, quasi-officielle, tout ce qu'il y a de mieux portée. Une dame de l' « excellente bourgeoisie » a ouvert publiquement, à grand renfort de publicité, une clinique où l'on donne gratuitement tous les conseils voulus aux femmes qui ne veulent point d'enfants. Non seulement cette œuvre est tolérée par les autorités, mais elle est encouragée par tout ce que la société britannique compte de plus sélect. Toute la bourgeoisie et l'aristocratie anglaises sont maintenant néo-malthusiennes à fond, et pas seulement pour elles-mêmes, — cela, il y a longtemps que notre bourgeoisie l'est — mais encore et surtout pour le « peuple », pour le vil bétail des prolétaires.

Voulez-vous rapprocher ce double fait de cet autre : depuis sept ans pleins l'Angleterre a un million de chômeurs minimum à poste fixe, alors qu'en France les patrons ont dû, faute de suffisamment de main-d'œuvre française, faire venir des centaines de mille de travailleurs étrangers, et vous comprendrez pourquoi « vérité au delà de la Manche, erreur en deçà ».

Les « vérités morales » varient, exactement comme varie l'intérêt des classes dirigeantes.

La Turquification de la Pologne.

On se souvient peut-être qu'il y a quelques mois, Pilsudski fit un coup d'Etat, forçant Gouvernement et Président de la République à lui céder la place. On se souvient peut-être aussi que ce coup d'Etat eut lieu au moment où le Gouvernement légal s'apprêtait à « assainir » la situation financière de l'Etat polonais en mettant celui-ci sous le contrôle américain, et que le premier acte de Pilsudski arrivé au pouvoir fut de déclarer que « le maréchal Pilsudski est opposé à tout emprunt à l'étranger *conditionné par un contrôle quelconque* » (1).

Les pourparlers pour l'emprunt américain n'en furent point pour cela rompus, et aujourd'hui, après dix-huit mois de marchandages, dix-huit mois pendant lesquels on annonçait alternativement que l'emprunt était conclu et que tout était rompu, l'emprunt vient de se faire, et de se faire avec comme condition : le *contrôle américain*. Les Américains obtiennent exactement ce que dès le début ils avaient exigé : la présence au Conseil d'administration de la Banque d'émission polonaise d'un Américain qui jouera le rôle de « conseiller financier », autrement dit qui aura la haute main sur la monnaie et les finances de la Pologne.

C'est un pas considérable, le premier pas véritablement officiel fait par l'Amérique dans la voie de la turquification de l'Europe. C'est la première fois qu'un grand Etat européen, autre que les vaincus de la grande guerre, accepte un contrôle étranger sur ses finances et sur sa monnaie. C'était là le régime auquel l'Europe, avait, avant guerre, soumis la Turquie, mais dont celle-ci s'est depuis lors débarrassée; c'est le régime auquel l'Amérique elle-même avait depuis plusieurs années soumis la Perse, à laquelle elle avait imposé, exactement comme à la Pologne, un « conseiller financier », mais il semble, d'après certaines dépêches récentes, que ce dernier a dû faire ses malles; c'est le régime enfin auquel la Chine a été soumise, mais dont elle aussi est en train de se libérer à travers toute la série d'épreuves que l'on sait.

Et c'est ce régime qui, malgré toutes les phrases matamoresques de Pilsudski et de ses pareils, est en voie d'être appliqué à l'Europe. Certes, l'Angleterre et la France seront des morceaux plus durs à avaler que la Pologne, mais, sauf le cas de révolution sociale, leur tour viendra... et ce sera un juste retour des choses d'ici-bas.

R. LOUZON.

(1) Voir *Révolution Prolétarienne* de juin 1926.

A travers les Livres

JOHN REED : *Dix jours qui ébranlèrent le monde*. (Editions sociales internationales.)

Lors de la Révolution d'Octobre, John Reed se trouvait en Russie. Il y était depuis plusieurs mois déjà et avait pu suivre sur place les événements qui se déroulaient à une allure accélérée sous Kérensky et dont on était si mal informé hors de Russie. Il s'y trouvait pour la seconde fois, ayant déjà parcouru le pays en 1916, comme « correspondant de guerre » d'un journal américain, quand sa curiosité n'avait pas été du goût des autorités tsaristes. Il appartenait au petit groupe d'ouvriers, d'intellectuels et d'artistes qui, sous la direction de Max Eastman, dénonçaient sans merci les mensonges de la « guerre du droit »; leur revue *The Masses*, fut poursuivie et supprimée sous le gouvernement démocratique de Wilson. Il était donc bien équipé pour pénétrer le fond même des grands bouleversements dont il était témoin. De plus, pendant ces séjours en Russie, il avait appris assez de russe pour pouvoir se débrouiller tout seul et se passer du concours, souvent déformant, de l'interprète. Certes, « ses sympathies n'étaient pas neutres », ainsi qu'il l'écrit lui-même, mais pour comprendre une révolution la première condition est la sympathie.

Durant ces « dix jours qui ébranlèrent le monde » — selon sa juste formule — son activité fut étonnante. Il est partout : parmi les ouvriers, parmi les soldats, au front, à Pétrograd, à Moscou. Son sens révolutionnaire le conduit exactement là où il doit être au moment où il faut. Ainsi peut-il nous donner un récit unique où rien ne manque et dont personne n'a pu incriminer l'exactitude.

Les faits essentiels se détachent d'eux-mêmes et prennent leur relief sans qu'il ait besoin d'insister. Je noterai seulement ici le plus significatif. On s'imagine communément que, sous Kérensky, il y avait encore quelque chose qui ressemblait à un ordre et que ce furent les bolchéviks qui précipitèrent le pays dans le chaos. Mais c'est exactement le contraire qui est vrai. C'est sous Kérensky que la décomposition commence et elle va sans cesse s'aggravant. On a jeté bas l'ancien régime mais on est incapable de rien édifier parce qu'on est pris entre deux forces contraires, les forces du passé et les forces de révolution et qu'on ne veut pas donner tout le pouvoir aux ouvriers et aux paysans, organisés dans les soviets. On parle de paix et on fait la guerre; on parle de donner la terre aux paysans, mais quand ceux-ci la prennent on les réprime cruellement; à l'usine, le contrôle ouvrier reste un mot. Au milieu de ces contradictions, de ces bavardages, des ces atermoiements, de ces compromis, l'ancien régime achève de s'effondrer et la lutte s'exaspère; les soldats fuient le front et s'en retournent chez eux; les paysans font flamber les châteaux. Les bolchéviks sont la seule force

consciente. Ils savent qu'il n'y a d'autre issue que de faire la paix, donner la terre aux paysans, l'usine aux ouvriers. Ils veulent le faire. Ils le feront. Mais dans cette bataille gigantesque ils ne sont pas isolés. Autour d'eux se rassemblent progressivement les ouvriers, les paysans, les soldats. On sait que, même chez eux, il y eut de grandes luttes intérieures, et sur ce point le récit de John Reed est également de grande importance. On assiste, en fait, à un regroupement des forces révolutionnaires qui, solidement appuyées sur les soviets, entreprennent l'instauration d'un ordre nouveau. La bourgeoisie pourra essayer, par tous les moyens, de les abattre : elle n'y parviendra pas.

Il y aurait bien d'autres enseignements encore à dégager du livre de John Reed. Il faut le lire; c'est exactement le livre de l'anniversaire. Et quand on a achevé de le lire il faut prendre l'étude que Trotsky a écrite, « à temps perdu », à Brest-Litovsk, publiée en français sous le titre, *L'avènement du bolchévisme.* Après avoir suivi le déroulement des faits du dehors on les pénètre pour ainsi dire du dedans, c'est-à-dire qu'on est initié à la pensée et à l'action des hommes qui s'efforçaient de les orienter vers la libération totale des ouvriers et des paysans. — A. ROSMER.

⁂

LOUIS BERTRAND, ministre d'État : *Souvenirs d'un meneur socialiste.* (2 vol. L'Eglantine, Bruxelles.)

Je ne crois pas qu'il puisse y avoir lecture plus attristante que celle de ces deux volumes.

On sait qui est Louis Bertrand. C'est l'une des figures les plus représentatives du Parti ouvrier belge : dans ce parti situé à l'extrême droite de l'Internationale socialiste, Bertrand est lui-même à l'extrême droite. Néanmoins il n'a jamais quitté les rangs du socialisme. Fils d'ouvrier marbrier, lui-même ouvrier marbrier, gréviste à 16 ans, secrétaire de syndicat à moins de 20 ans, Bertrand était encore député du Parti ouvrier, lorsque, il y a deux ans, à l'âge de 70 ans, il prit sa retraite. On ne peut donc dire que ce soit un « traître » à la classe ouvrière; ce n'est pas un arriviste, comme nous en avons tant vus en France, qui a trahi sa classe; s'il a été ministre, c'est avec l'assentiment de sa classe, comme représentant de son parti. C'est précisément cela qui fait la gravité de la déchéance que ce livre révèle.

Il y a deux parties très distinctes dans ces *Souvenirs.* Une première partie qui va des dernières années de l'Internationale à la fondation du Parti ouvrier belge (1885) : c'est l'époque héroïque, celle durant laquelle le jeune Bertrand, militant ouvrier, milite avec les ouvriers, dans la véritable lutte ouvrière; dès cette époque Bertrand, certes, est loin d'être un « extrémiste », il fut toujours de « droite », mais si c'est à la droite de la classe ouvrière qu'il participe à ses luttes, il y participe néanmoins; c'est la vie, la lute des ouvriers belges à cette époque, qu'il nous raconte. Durant la seconde période au contraire, de 1885 à 1926, la classe ouvrière est à peu près totalement absente dans les souvenirs de M. Bertrand : le Parti ouvrier a mis debout sa vaste organisation électorale, il a acquis le droit de faire figure dans les institutions de la bourgeoisie, Bertrand lui-même est devenu député et adjoint aux finances de Schaerbeck, la plus grosse commune de l'agglomération bruxelloise; dès lors la classe ouvrière disparaît, il n'y a plus qu'une chose qui intéresse M. Bertrand, c'est ce qui se passe chez le bourgeois, ou plus encore, à la Cour. Ce sont des chapitres entiers, nettement élogieux dans l'ensemble, qui sont consacrés au roi Léopold et à sa famille, des pages entières employées à décrire sa mort, ses funérailles, l'intronisation de son successeur, etc. Et cela dans le plus parfait style bourgeois : parlant d'un quelconque duc qui battait sa femme. M. Bertrand déclare qu'il la battait « comme un vulgaire charretier », car bien entendu pour l'ancien ouvrier marbrier devenu ministre, un charretier ne saurait être qu'un « vulgaire charretier », et il est de la nature du charretier de battre sa femme, alors qu'il est de celle des ducs d'être de parfaits époux !

Mais ce qui tient la grande place, la place d'honneur dans ces *Souvenirs*, ce sont avant tout les éloges que les bourgeois ont condescendu à lui donner, à lui, Bertrand. En cette matière il ne nous fait grâce de rien : a moindre parole, le moindre geste aimables à son égard, de la part des bourgeois ou des nobles, ont été soigneusement catalogués par M Bertrand. Nous savons tout : et qu'un maire réactionnaire de Schaerbeck lui a dit un jour : « Vous êtes un grand échevin des finances » ; et qu'un juge d'instruction l'aida à mettre son pardessus; que le cardinal Mercier lui envoyait ses brochures avec dédicace; que le directeur du *Soir* lui adressa un *satisfecit*, etc., etc.... ; que le thé lui fut servi un jour par la comtesse de Caraman-Chimay !

Mais M. Bertrand n'est pas un ingrat. C'est au centuple qu'il rend les éloges dont on l'a gratifié : le thé de Mme de Caraman-Chimay était un placement de 100 0 /0. Outre le roi (M. Bertrand écrit le Roi, avec une majuscule), M. Bertrand a deux grands hommes : Solvay et Francqui; Solvay, le maître de l'industrie belge, et Francqui, le maître de la banque. Il ne nous est rien dit des militants ouvriers, sauf quelques coups de patte aux « extrémistes », à Demblon par exemple ; en revanche ce sont des coups d'encensoir, à cœur que veux-tu, pour ces deux plus hautes représentations du capitalisme belge

Voilà les choses et les gens qui, avec quelques séances de la Chambre et les petites histoires de la mairie de Schaerbeck, constituent les seuls souvenirs de M. le ministre d'État, durant ces quarante années d'organisation de la classe ouvrière belge.

Mais il y a encore plus triste : l'attitude de Bertrand à l'égard de la Révolution allemande de Novembre.

A Bruxelles encore occupé par les troupes allemandes les officiers allemands, le 10 novembre, sont dégradés, privés de toute autorité, le pouvoir passe entre les mains d'un Conseil de soldats. Vous pensez que le socialiste Bertrand va applaudir, qu'il va crier : A bas le Kaiser ! Vive la République allemande ! Détrompez-vous : le député socialiste Bertrand est saisi d'effroi. Le pouvoir entre les mains de soldats, entre les mains de républicains et de socialistes, mais, c'est la fin de tout ! L'Ordre, l'Ordre, Messieurs, risque d'être troublé !

Et avec quelle joie sadique, une vraie joie de Versaillais, Bertrand note qu'au magnifique manifeste du Conseil des soldats allemands « priant les représentants autorisés du peuple belge, les chefs des syndicats ouvriers de Bruxelles, d'entrer en contact avec lui et de partager le travail pour le bien des habitants », les chefs socialistes de Bruxelles, « Jacquemotte présent », répondirent *en refusant leur concours.* Accepter d'être ministre de roi, cela, pour M. Bertrand, c'est du socialisme et du meilleur, mais collaborer avec des ouvriers qui viennent de faire leur Révolution et qui crient : « Vive le Peuple belge ! Vive la République allemande ! Vive la Paix ! » ce ne serait sans doute que se conduire comme un « vulgaire charretier » !

Lorsque Bertrand fut nommé ministre d'État en 1918, le bourgmestre de Schaerbeck lui fit un discours, où il parla de sa « carrière admirable : de simple ouvrier, il est devenu ministre d'État ». Cette phrase résume l'idée maîtresse, le sentiment profond qui anime tout ce livre : l'extraordinaire satisfaction éprouvée par l'auteur de s'être *élevé* du rang d'ouvrier à celui de ministre. Et le fait que, encore une fois, Bertrand n'a jamais été désavoué par la classe ouvrière belge, fait craindre hélas ! qu'un tel sentiment ne soit encore celui d'une grande partie du prolétariat de Belgique.

Or il n'y a, il ne peut y avoir d'émancipation pour la classe ouvrière, que le jour où celle-ci, se débarrassant totalement des préjugés que des siècles de domination bourgeoise lui ont inculqués, rétablira l'échelle véritable des valeurs, en estimant que l'ouvrier qui devient ministre *ne s'élève pas*, mais *s'abaisse*, car il n'y a rien au-dessus du producteur ; le producteur occupe la plus haute, la plus noble des places, il déroge lorsqu'il tombe au rang de non-producteur, ministre, roi ou bourgeois. La Révolution sera faite, et ne sera faite que le jour où les ouvriers devenus ministres préféreront signer leurs livres : ouvrier marbrier, plutôt que ministre d'État. — R. LOUZON.

❀ ❀ ❀

Nous avons reçu :

E. Eberlin : *Les Juifs d'aujourd'hui;* 10 fr. 50. (Collection du « Judaïsme », Rieder, édit.)

André Philip : *Le Problème ouvrier aux Etats-Unis.* Préface de M. André Siegfried; 50 francs. (Alcan, édit.)

LA
RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA SCISSION CHEZ LES FONCTIONNAIRES

Exclus et contents

C'est sans doute le dernier acte de la scission chez les fonctionnaires qui s'est joué au Conseil fédéral du dimanche 23 octobre. Sur la proposition du Bureau, la radiation des Syndicats minoritaires (Contributions Indirectes, Douanes actives, Services pénitentiaires) a été décidée à une grande majorité. Le Conseil fédéral du 31 juillet avait laissé prévoir cette décision. On y avait vu les majoritaires quitter la salle parce que les minoritaires voulaient donner lecture d'une déclaration, et les minoritaires continuer de siéger et constituer leur « Comité de défense des intérêts des fonctionnaires ». De tels actes, venant après le meeting du 5 juillet, constituaient bien la « préface de la scission ».

Il y a, dans cette scission, comme dans la scission du mouvement ouvrier, un prétexte et une raison.

Les Syndicats minoritaires sont radiés de la Fédération sous le prétexte qu'ils refusaient de s'acquitter des cotisations de l'année en cours. C'est exact, les Syndicats de la minorité ne voulaient payer que lorsqu'ils seraient sûrs de n'être pas exclus de la Fédération à cause de leur protestation contre les conditions posées par la C. G. T. à leur admission. Vous pensez que les majoritaires ont bondi sur l'occasion qui leur était offerte de porter la question sur un autre terrain et de dire :

« Mais si nous vous demandons la radiation, ce n'est pas parce que les Syndicats incriminés sont minoritaires, c'est parce qu'ils ne veulent plus cotiser. »

Quoi qu'en ait dit Hérard à la tribune du Congrès de Bordeaux (et je me suis demandé ce que ça venait faire dans le débat sur le rapport moral de la C. G. T. U.), la *R. P.* a eu raison d'écrire dans son n° 41, en commentant les résultats du Conseil fédéral du 31 juillet : « Il ne fait pas de doute que la minorité des fonctionnaires s'est trouvée devant un piège habilement tendu. Ne pouvait-elle éviter d'y tomber ? » N'aurait-il pas mieux valu en effet échapper à ce traquenard administratif, verser les cotisations dues, respecter les statuts même si certains syndicats majoritaires ne les respectaient pas, et, ce faisant, poser en pleine lumière la question de savoir si la minorité allait être exclue par ordre de la C. G. T. ? La direction de la Fédération aurait été mise en face de la responsabilité de la scission, alors que toute l'habileté de Laurent et de Neumeyer a consisté à rejeter sur la minorité la responsabilité de sa propre exclusion.

Ce qui est plus grave encore, c'est qu'il semble vraiment que la minorité des fonctionnaires ait endossé cette responsabilité de gaîté de cœur.

Au Congrès fédéral, en décembre 1926, je me demandais avec anxiété, devant des dirigeants qui certainement désiraient et préparaient la scission, si la minorité n'était pas, de son côté, résolue à la scission.

Rouvreau avait écrit dans l'*Humanité* du 24 novembre :

Que se produira-t-il ?
Après comme avant cette adhésion, la forte minorité que nous sommes continuera de lutter pour l'unité syndicale.
Or, avec la fameuse motion dite « de discipline » du mois d'août 1925, nos syndicats se trouveront exclus d'eux-mêmes. Exclus de la C. G. T., ils le seront en même temps de leur fédération.
Nous aurons alors, bien malgré nous, deux fédérations de fonctionnaires, deux syndicats adverses dans chaque administration.

Dans la *Vie Ouvrière* du 26 novembre, Boursicot faisait, encore mieux que Rouvreau, prévoir la scission :

A force de voir — écrivait-il — une majorité les suivre à la baguette, ils (les membres du Bureau) en sont arrivés à considérer leurs adhérents comme un troupeau bêlant mais craintif que le moindre coup de houlette dirige selon leur bon plaisir.
C'est pourquoi ils sont persuadés qu'ils lui feront sauter le pas devant lequel ils viennent de l'amener.
— Voire, dirait Panurge — un connaisseur — car ils pourraient bien sauter seuls.

« Sauter seuls », c'est-à-dire adhérer à la C. G. T. sans la minorité, voilà ce qu'on comprenait dans l'article de Boursicot.

Avait-on tort de craindre que la minorité soit décidée à la scission ? Il semble bien que non, Hérard, quand on lit dans l'*Humanité*, le matin même du Conseil fédéral du 24 octobre, un article de Boursicot qui ne peut apparaître que comme le couronnement d'une pensée scissionniste désormais défendue au grand jour :

Ce serait — écrit Boursicot —la préface de l'émiettement d'une fédération qui, privée d'une quinzaine de syndicats d'un côté et risquant, d'un moment à l'autre, une amputation plus grave encore, ne comprendrait plus bientôt que des poussières prêtes à s'envoler au premier vent venu du large.
Le spectacle de Laurent, Neumeyer, Glay et Waroquier effondrés le cul dans les débris d'une organisation qu'ils se seraient entêtés à détruire ne serait pas désagréable à voir.
D'autant plus que personne n'y perdrait.
Sauf eux.
Ce qui n'aurait, soit dit en passant, que peu d'importance.
La grande masse des adhérents y gagnerait même : cette masse dont Laurent le petit ne parle jamais sans ironie et qu'il dédaigne profondément.
« Débarrassée » à son tour de dirigeants félons, elle pourrait faire de grandes choses.
Elle y parviendrait d'autant mieux qu'elle trouverait, en se mettant à la tâche, la voie toute tracée par le Comité de défense des fonctionnaires qui se prépare — se substituant à une fédération défaillante — à entamer sous peu une campagne pour la revalorisation intégrale, revendication fixée par plusieurs congrès fédéraux.
Envisagée sous cet angle, la scission qui se prépare n'aurait pas les conséquences malheureuses que d'aucuns craignent.

Autant dire que la scission qui vient de se produire est une « scission bienfaisante ». Autant dire que la « lessive » dont les dirigeants fédéraux se sont vantés avec un certain culot n'aura que des conséquences heureuses pour les intérêts des fonctionnaires.

Ce fut un procédé de basse polémique que vous avez employé à Bordeaux, Hérard, en accusant la *R. P.* d'anticommunisme parce qu'elle ne partageait pas l'aveuglement d'une minorité, qui, du reste, se défend d'être communiste, et qui, éblouie par l'illusion d'un mouvement révolutionnaire des fonctionnaires *a désiré la scission*, ou au moins prêté le flanc aux manœuvres des scissionnistes fédéraux. **Nous croyons, au contraire de Boursicot, que la scission des fonction-**

naires n'aura pour eux que des conséquences désastreuses, absolument comme la scission ouvrière de 1921. Nous croyons que la tactique suivie par la minorité ne fut pas la meilleure pour arriver au redressement nécessaire de la Fédération : comment amènerez-vous maintenant à votre conception de la lutte des fonctionnaires ceux qui sont restés avec Laurent ? Ce vous sera bien difficile, maintenant que vous prenez place d'organisation concurrente, maintenant que la guérilla d'organisation à organisation va commencer, maintenant que l'ère des scissions corporatives va probablement et malheureusement s'ouvrir.

Ce sont là des choses qu'il est impossible de ne pas dire à nos camarades de la minorité des fonctionnaires qui s'abusent dangereusement en se réjouissant de la « lessive » du 23 octobre. — M. CHAMBELLAND.

LES DÉLÉGATIONS EN RUSSIE

Les travailleurs de la métallurgie des principales usines de la région de Suresnes-Puteaux viennent d'assister à une réunion pour l'envoi d'un délégué en Russie à l'occasion de la célébration du Xe Anniversaire de la Révolution.

Si dans l'ensemble du pays les choses se sont passées comme à Suresnes, peut-on affirmer que cette délégation ira là-bas d'une façon impartiale voir les progrès réalisés par la Révolution, se renseigner sur l'état actuel du prolétariat de ce grand pays, étudier les bons côtés du régime, mais donner également son avis sur les médiocres ou les mauvais ?

Je dis : non.

Quelques jours avant la réunion, les fidèles approbateurs de la tactique du P. C. s'étaient réunis en comité et avaient désigné le camarade qui serait délégué. Il s'agissait ensuite de faire ratifier son choix par la réunion générale.

Ce fut chose facile. Cette réunion, dans un centre métallurgique aussi important que Suresnes-Puteaux, ne comptait guère qu'une centaine d'auditeurs.

Comment ne pas être frappé de ce nombre si minime sur un sujet qui, il y a quelques années, aurait attiré une foule considérable. Ceux qui se croient les seuls défenseurs de la Révolution se le sont-ils demandé ? S'ils l'ont fait, quelle doit être leur pensée ?

Le délégué du Comité central y fit un exposé sentimental sur la misère qu'avait subie le prolétariat russe, sur sa foi indomptable et sa fidélité au régime qu'il s'était donné, sur la nécessité de défendre la Russie contre les attaques ouvertes ou déguisées des gouvernements bourgeois.

J'intervins également, apportant notre solidarité avec la Révolution russe, que nous avons défendue et aimée, mais réclamant une enquête véritable et pour cela le choix de traducteurs impartiaux, afin de voir la situation de la classe ouvrière, enquêter sur la répression qui existe, les motifs qui la rendent nécessaire, etc., ainsi que sur la nécessité de renseigner également nos camarades russes sur notre propre situation nationale. Je dis, en un mot, qu'il fallait aller là-bas en amis de la Révolution, procéder à un échange de vues sur des réalités et non pas procéder à un échange d'erreurs avec la plus grande conviction.

A ma demande sur le choix du traducteur, il fut répondu que celui-ci serait bolchévik, que, de plus, il y avait dans les centres qui seraient visités des ouvriers causant correctement le français qui pourraient satisfaire à la légitime curiosité des délégués.

Cette réponse élégante ne me suffit pas. Après les véhémentes protestations de l'opposition ouvrière de Russie, qui réclame plus de liberté, nous sommes fondés à croire à des représailles possibles, sinon certaines, contre quiconque s'élèverait même timidement contre les autorités gouvernementales.

En somme, tant que les organisations ouvrières françaises n'auront pas ces garanties du choix de leurs délégués et de celui de leurs interprètes, notre conscience continuera à être troublée.

C'est pour l'instant la seule constatation douloureuse que nous puissions faire. — CHAVEROT.

La première causerie de la LIGUE SYNDICALISTE

Pour sa première causerie de l'hiver 1927-1928, la Ligue Syndicaliste réunissait, le 21 octobre, dans la salle de restaurant de la coopérative « La Solidarité », une bonne centaine de militants parisiens, unitaires et confédérés. Certaines corporations, telles que la Maçonnerie-Pierre, les Cimentiers, les Terrassiers, les Casquettiers, le Bois, étaient largement représentées.

Sous la présidence de Fronty (P. T. T. unitaires), Chambelland passa en revue ce qu'on appelle le « formidable travail » du Congrès de Bordeaux; il montra que, malheureusement, sur quatre importantes questions : l'unité, les syndicats à bases multiples, la rationalisation, la réorganisation syndicale, la discussion n'eut pas l'ampleur désirable : les résolutions votées mécaniquement se ressentent de cette absence de discussion et d'étude. Chambelland examina s'il est juste de dire qu'il y eut à Bordeaux évolution de la C. G. T. U.; il croit que l'effort — dont on exagère la valeur — fait à Bordeaux dans le sens des revendications immédiates, n'est que le prolongement du programme d'action de la minorité dans la vieille C. G. T., et qu'il y a encore loin du vote des résolutions de Bordeaux à leur application pratique. Sur certaine campagne de la bourgeoisie au lendemain de Bordeaux, Chambelland dit que le moment n'est, hélas ! pas venu où nous sommes capables d'ébranler fortement la position de la classe dominante, mais, et ce fut sa conclusion, les militants de la minorité aideront par leur travail syndical incessant à hâter ce moment-là.

Puis, Monatte résuma les travaux du Congrès de la vieille C. G. T., réuni salle Bullier. Le débat sur le rapport moral et sur l'unité n'y fut pas ce qu'il aurait pu être. Les « rasoirs automatiques » du Parti ont abouti à saboter la grande discussion qui aurait dû se produire sur la résolution des cheminots du réseau Etat. Monatte montra qu'au sein de la vieille C. G. T., il y a tous les éléments d'une minorité importante, mais que ces éléments ne se sont pas exprimés à Bullier. Sans doute, ils vont être appelés à s'affirmer sur le gros problème de la rationalisation. Monatte indiqua ensuite que l'avenir de la vieille C. G. T. reposait sur la réalisation des Assurances sociales : les militants de toutes tendances auraient tort de s'en désintéresser. Monatte conclut en traçant les tâches et les possibilités de la minorité syndicaliste au sein de la vieille C. G. T.

Fidèle à la bonne habitude de la Ligue, le président ouvrit la discussion sur les exposés. Chaverot exprima son accord d'ensemble avec l'exposé de Monatte; il signala certains aspects de la rationalisation dans les chemins de fer. Deux camarades des Ebénistes demandèrent des précisions sur la réalisation des Syndicats à bases multiples; l'un d'eux donna en même temps son opinion sur l'unité syndicale qu'il voit impossible. De Grootte exprima l'avis qu'il faut pousser l'organisation minoritaire dans la vieille C. G. T. Pour Hagnauer (Banque et Bourse), il y a avant tout une grave crise de moralité dans les deux C. G. T. Un camarade posa la question de savoir si les militants de la Ligue Syndicaliste qui acceptent les syndicats à bases multiples ne sont pas en contradiction avec le syndicalisme d'avant guerre dont ils se revendiquent.

Il était près de minuit et les réponses aux diverses interventions furent forcément brèves.

Une question comme celle des syndicats à bases multiples fera l'objet d'une prochaine causerie; de même les Assurances sociales. Ainsi, la Ligue Syndicaliste poursuit, en même temps que la lutte nécessaire de tendance, son effort d'éducation syndicale.

FAITS ET DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

MARDI 11 OCTOBRE. — Grève de vingt-quatre heures des marins de Bordeaux pour protester contre les lenteurs de la revision des retraites.

Espagne : Hier, grève générale de vingt-quatre heures à Bilbao.

Allemagne : Grève de vingt-quatre heures des employés du Métro de Berlin.

— Le Conseil d'administration du B. I. T. se réunit à Berlin.

MERCREDI 12. — Clamamus est condamné à six mois de prison.

Yougoslavie : On annonce que Rada Vouyovitch et Koussovatz font la grève de la faim à la prison de Belgrade depuis le 4 octobre.

JEUDI 13. — Dolgolevsky est désigné comme successeur de Rakovsky.

U. R. S. S.: Préobrajenski, Serebriakov et Charov sont exclus du parti communiste pour avoir installé une imprimerie illégale.

SAMEDI 15. — *U. R. S. S. :* Ouverture à Leningrad la session du Comité Central des Soviets. Déclaration de Rykov.

DIMANCHE 16. — Rakovsky quitte Paris.

LUNDI 17. — Mort à l'hôpital d'Angers de Georget, ancien trésorier fédéral du Sous-Sol.

Allemagne : 80.000 mineurs de lignite de Saxe et de Thuringe se mettent en grève.

MARDI 18. — Ouverture du procès de Schwartzbard, qui exécuta Petlioura.

— A Douai, congrès de la Fédération unitaire du Sous-Sol.

U. R. S. S. : Vouyovitch est exclu du parti communiste.

Norvège : Succès travailliste aux élections générales : 56 députés au lieu de 32.

MERCREDI 19. — Pierre Hamp est exclu du parti socialiste.

JEUDI 20. — Congrès du Syndicat général des Employés des P. T. T.

U. R. S. S. : Fin de la session du Comité exécutif central.

SAMEDI 22. — *Allemagne :* Les mineurs de lignite acceptent une sentence arbitrale.

DIMANCHE 23. — Le Conseil fédéral des Fonctionnaires radie les syndicats de la minorité.

LUNDI 24. — Surprise au procès Schwartzbard : des témoins de l'accusation établissent la responsabilité de Petlioura dans les pogroms.

Le programme d'avenir du Comité central des Soviets.

En conclusion de son rapport à la session du Comité exécutif central, Rykov a exposé le programme d'avenir suivant à réaliser dans les prochaines années :

A la veille du dixième anniversaire de la Révolution, le Comité central de l'U. R. S. S. décide : d'assurer dans les années qui vont suivre, aux ouvriers des usines, le passage de la journée de huit heures à la journée de sept heures, sans réduction de salaires.

Le présidium du Comité exécutif central et le Conseil des commissaires du peuple de l'U. R. S. S. sont tenus de procéder graduellement et au moins au bout d'un an, à l'exécution de cette décision dans les diverses branches de l'industrie et de mesurer le progrès des installations nouvelles, la rationalisation de la production des usines et l'accroissement de la productivité du travail.

D'élever de 50 millions de roubles par rapport à l'année précédente, les sommes prévues dans le budget d'Etat pour la construction d'habitations ouvrières, dans le but de supprimer la crise du logement dans les localités où les ouvriers en souffrent particulièrement.

Dans le but d'améliorer la situation pécuniaire des paysans pauvres et des indigents, les exempter encore de 10 % des économies paysannes et de l'impôt rural unique en plus des 25 % des économies paysannes déjà exemptées de cet impôt.

Annuler les dettes des économies paysannes pour les sommes qui leur furent prêtées par l'Etat à l'occasion de la mauvaise récolte de 1914-1925; annuler les arrérages pour les paysans pauvres et accorder aux paysans les moyens et les facilités de paiement pour les arrérages de l'impôt rural.

D'accorder également des facilités de paiement à la population indigente des villes et des campagnes en ce qui concerne les arrérages et les amendes pour les paiements irréguliers des impôts.

D'assigner en plus des sommes prévues au budget de l'Etat de 1927-1928, quinze millions de roubles supplémentaires pour la construction d'écoles de villages et de bourgs, dans les régions industrielles.

Porter au moins au double, le fonds assurance des invalides de guerre.

Supprimer dans le code pénal des républiques soviétiques la peine capitale comme mesure de protection sociale pour tous les crimes, excepté les crimes contre la sûreté de l'Etat, les délits militaires et le banditisme.

Charger le présidium du comité exécutif central de l'U. R. S. S. de diminuer les peines infligées par la voie judiciaire ou administrative pour tous les condamnés, à l'exception des membres actifs des partis politiques tendant à détruire le régime soviétique et les personnes reconnues coupables de détournement des fonds publics et de corruption.

⁂

Les pouvoirs du " conseiller " américain de la Pologne.

Voici le texte des parties les plus importantes du décret gouvernemental polonais qui concernent les pouvoirs du « Conseiller financier » américain dont Louzon parle dans ses Notes. C'est un document historique d'une importance au moins égale à celle des *Capitulations*. Ajoutons que le Conseiller est dès maintenant nommé, c'est un fonctionnaire du *ministère* américain.

La Banque de Pologne nommera un expert américain, avec rang de directeur (membre du Conseil d'administration) de la Banque. Il servira de Conseiller et résidera à Varsovie à moins qu'il n'estime que sa présence auprès de la Banque de Pologne n'est plus justifiée par les circonstances.

Ce conseiller sera tenu au courant par la direction de la Banque de toutes les opérations de celle-ci, ainsi que de sa situation financière, dans tous les détails qu'il jugera utiles...

Le Gouvernement consent à ce que les fonctions de Conseiller, telles qu'elles sont définies dans le Titre I, seront remplies par le directeur étranger de la Banque, de manière à ce qu'il puisse connaître parfaitement l'aspect administratif et monétaire du projet de stabilisation du zloty.

Le directeur étranger de la Banque assistera et donnera des conseils au Gouvernement par l'intermédiaire du ministre des Finances au sujet des différentes mesures à prendre pour assurer l'exécution du projet.

Le Conseiller fera un rapport trimestriel, adressé à la Banque de Pologne. Ce rapport sera promptement publié. Il signalera les progrès réalisés par le projet...

En cas de désaccord entre le Gouvernement et le Conseiller, chacune des parties choisirait un représentant. Ces deux délégués chercheraient à aplanir

les divergences de vues. En cas d'échec, les deux représentants choisiraient de commun accord un arbitre d'une nationalité différente. La décision de cet arbitre serait définitive.

⁂

La lettre de Pierre Hamp à M. Octave Homberg.

Il est nécessaire de reproduire ici la lettre de P. Hamp à M. Homberg, qui montre l'auteur de la « Peine des Hommes » au service de ce financier fameux, et qui lui a valu d'extre exclu du parti socialiste :

La Dépêche coloniale et maritime
Journal quotidien
19, rue Saint-Georges (9e)
—o—

Paris, le 12 septembre 1927.

Mon cher président,

Malgré que M. Pierre Laval soit en ce moment en repos à Bagnoles-de-l'Orne, j'ai pu remplir hier la mission dont vous avez bien voulu me charger auprès de lui. J'ai abordé la question avec autant de discrétion qu'il était possible et je n'ai expliqué le désir de vos amis de vous voir triompher aux prochaines élections législatives que lorsque M. Pierre Laval m'eut affirmé sa sympathie à votre égard et que vous pouviez nettement compter sur lui. M. Amiard, sénateur du Raincy, est actuellement en traitement à Vittel jusqu'à la fin du mois; M. Pierre Laval ne doit lui-même revenir qu'à cette date de Bagnoles-de-l'Orne; il vous demande donc de bien vouloir lui permettre de différer jusque-là le plaisir de vous rencontrer et de vous présenter M. le sénateur Amiard, avec qui il est dans les meilleurs termes, la circonscription législative de M. Pierre Laval ayant été limitrophe de celle du Raincy.

J'ai ensuite prié M. Pierre Laval de m'instruire sur les particularités de cette dernière circonscription et il m'a dit ceci :

Ce n'est qu'après avoir fait une étude sérieuse de la situation électorale au Raincy, ce qu'il entreprendra dès son retour, qu'il vous dira les chances que vous pouvez avoir, mais dès à présent il affirme que M. Amiard sera obligé de présenter un candidat radical, sans pour cela s'épuiser à le faire élire.

La candidature de M. Agard, maire du Raincy, est certaine. Cet architecte, que M. Pierre Laval qualifie : « un homme de sac et de corde », ne sera peut-être que trop heureux de vous céder la place et même de vous la préparer, d'autant plus que votre situation de fortune lui permettra de formuler des exigences dont il fait sa principale satisfaction; il sera donc prudent de marchander avec lui, mais le marché ne fait aucun doute.

M. le sénateur Amiard est, au contraire, un homme probe, épris de politique et qui sera sûrement fort heureux de parler avec vous d'intérêts généraux.

M. Pierre Laval estime qu'il est temps de commencer à travailler sérieusement cette élection et il préconise la tactique qui lui a toujours si bien réussi : se concilier les hommes plutôt que les partis. Il conseille la fréquentation des individus notables par petits groupes : dix à la fois au maximum, de façon à pouvoir laisser les gens très satisfaits d'eux-mêmes en leur accordant grande attention.

Il croit que quels que soient les titres qu'une personnalité puisse fournir à l'opinion publique le suffrage de la masse ne se décide pas par eux et que c'est une erreur de compter séduire la foule. Il faut *la dissocier*, y intercaler des agents de propagande dont le travail fait plus que ce qui s'accomplit en réunions publiques.

M. Pierre Laval a réussi ainsi son élection sénatoriale. Indisposant à peu près tous les partis et se conciliant parmi eux une foule d'individus.

Il est bon de réfléchir à cette tactique sinon de l'adopter entièrement.

Enfin, je me suis préoccupé de savoir comment M. Pierre Laval pourrait espérer que la sympathie qu'il vous témoignerait lui serait utile. Ceci ne comporte bien entendu que des hypothèses de ma part, mais je ne crois pas qu'un homme politique quelconque puisse rendre un service sans espérer un soutien.

M. Pierre Laval est depuis quelques mois à la tête d'une combinaison financière qui lui a permis d'acquérir le *Moniteur du Puy-de-Dôme*. Ce journal possède à Clermont-Ferrand une imprimerie évaluée à trois millions.

Le plan de M. Pierre Laval est de saisir ainsi les grands journaux provinciaux pour en faire de puissants leviers d'opinion tous dirigés dans le même sens.

Enfin, comme propriétaire de terre en Normandie, M. Pierre Laval fait de l'élevage de chevaux de courses.

Ces réflexions, mon cher président, que je vous donne pêle-mêle, ne valent que pour vous donner matière à préparer votre esprit avant la rencontre avec M. Laval et M. Amiard.

Je vous serais très obligé de me dire si ce commencement d'investigation est dans le sens que vous désirez et si je dois continuer ou au contraire ne plus rien faire tans que vous n'aurez pas rencontré M. Laval et tracé votre plan d'action.

Veuillez croire, mon cher président, à la grande joie que j'ai de vous être de quelque utilité.

Votre ami,

PIERRE HAMP.

ENTRE NOUS

Ce n'est pas encore cette quinzaine que nous pouvons bavarder. Nous devons nous borner à donner la liste des souscriptions pour couvrir les frais du contre-rapport de la Ligue.

Cette quinzaine, près de 500 francs, dont voici le détail :

Liste remise par Le Goff (Terrassiers): Francis Le Goff, 5 fr.; Le Naour (Isidore), 5; Martin, 1; Gomez, 2; Berdala, 2; J. B..., 2; X..., 2; Albert, 2; Thuillez, 1; Fiocchi, 1,50; Le Naour, 2; Garnier, 2; Massé, 5; total : 32 fr. 50. — *Liste remise par Fulconis (Enseignement Seine)*: Fulconis, 10; Hagnauer, 10; Mlle Pommera, 10; Palin, 7; Noélie Drous, 10; A. Jouveshomme, 10; H. Robert, 5; Bertrand, 5; total : 67 fr.; Jouveshomme (Seine), 10. — *Liste remise par Nicolas (Maçonnerie-Pierre)*: Nicolas, 50; Valette, 10; Chabrol, 5; Veignaud (G.), 5; Pillot, 5; Moulinjeune, 5; Dousset, 5; Fournel, 3; Joly, 2; Chaput, 2; Gengoux, 2; Un syndiqué du Stuc, 2; Nanty, 2; Chaleix, 2; Rémy, 2; total : 102 fr. — *Liste remise par De Groote (Tourneurs sur bois)*: De Groote, 21; Blondiaux, 10; Picard, 2; Gourget, 2; total : 35 fr. — *Liste remise par le Syndicat des Casquettiers :* Borusian, 2; Borgose, 2; Soum, 2; Sobol, 2; Alix, 5; Jules, 2; Goldstein, 2; Elbaum, 2; Frychberg, 1; XX..., 1 Moritz, 2; Haussman, 2; Borrohtin, 2; Hozmann, 2; Ancel, 2; Isaac, 3; total : 34 fr. — Hélène Brion (Seine), 50; Tissier (Indre), 10; Dr Lafontaine (Seine), 50; Adrien Lachâstre (Seine), 10; Collecte faite à la conférence de la Ligue Syndicaliste, 35,85; Girard (Victor) (Loire), 20; Robert J. B. (Loire), 10; Gueneau (Loire), 5; Brun (Loire), 5; Albin Villeval, 20.

Total de la quinzaine : 496 fr. 35; Total général au 27 octobre : 1.710 francs.

Il ne manque donc plus que 300 francs environ pour couvrir les 2.000 francs.

Mais la souscription restera ouverte pour la *R. P.* elle-même. Car la fin d'année est dure; le « noyau » a été obligé, comme l'an dernier, de demander aux abonnés de soutien de renouveler leur versement. Il est naturel que tous nos amis fassent un effort proportionnel à leurs moyens.

Le gérant : V. GODONNÈCHE.

Paris. — Imp. Nouvelle (Ass. ouv.), 11, rue Cadet. Téléphone Gut. 20-79.
J. Amilcar, directeur. — 1776-10-27.

